

informations correspondance ouvrières

Regroupement Inter Entreprise

SOMMAIRE

FRANCE

La grève du 1er février	p 1
Salaires ; hiérarchie	p 2
Comités d'entreprise	p 4
Elections	p 5
Les syndicats	p 6

LES DOCKERS DE MARSEILLE

Liaisons	p 13
Correspondance	p 14

LUTTES OUVRIÈRES

p 18

NOTES DE LECTURE

Les syndicats aux U S A	p 20
-------------------------	------

A PROPOS de ...

p 26

PUBLICATIONS

p 27

MISE AU POINT

hors pagination

TEXTE D'ORIENTATION

LE NUMÉRO

mensuel

0,60 F
(ou 2 timbres)

NUMERO 58

MARS 1967

France

L. GREVE DU 1^o FEVRIER

"Ils ont cédé, ils cèdent, ils céderont bien davantage si nous savons développer notre unité et nos actions".
(tract CGT-Métallurgie- St Denis- 17/2/67).

Dans les boîtes:

Jeumont-Schneider (St Denis) électro-mécanique.

L'entreprise est fermée; les 2/3 récupèrent le samedi suivant.

Chausson (Asnières) accessoires automobiles.

pas de courant - lock out

schéma habituel: 2 ou 3 tracts CGT-CFDT (pas de section FO) appellent à la grève, à manifester (des cars sont à la disposition des "travailleurs conscients") et à refuser de récupérer. Le premier samedi suivant, 80 à 85% refusent la récupération sans qu'aucun piquet de grève soit mis en place. A Gennevilliers, il y aurait eu des incidents avec la maîtrise qui avait reçu des ordres pour faire la retape; mais personne pratiquement n'a travaillé. Comme le dit un tract CGT de la métallurgie "les patrons ont subi des échecs sérieux dans leur tentative de faire récupérer". C'est vrai en apparence et les syndicats se fichent bien du monde. Chez Chausson si l'on n'a pas récupéré ce samedi, on le fait en heures supplémentaires (55 à 57h) et en matinées de samedi les semaines suivantes.

Renault: (Billancourt)- automobiles.

L'usine tourne (elle produit son courant). Les premiers tracts n'ont pas indiqué la durée de la grève. La veille on est fixé: 3h20 pour la normale, 2h30 pour les équipes. C'est l'application des accords Renault: une journée saute pour plus de 6h de grève. Dans certains coins, le débrayage est important; cela permet de partir avant l'heure.. aussi dans les secteurs touchés par la décentralisation. L'impression est que beaucoup voudraient faire quelque chose, mais autre chose que ce qu'on leur offre.

Rhône-Poulenc (Vitry)- produits chimiques.

1^o février: pas de grève. La CGT voulait ses 24h, la CFDT n'en voulant que 4 et FO au moins 24, faute de mieux. Résultat: la CGT est heureuse de s'aligner sur la CFDT tandis que FO ne déjard pas. Il est alors facile de tout laisser tomber "l'union" ayant été impossible.. Quel soulagement pour ces organisations qui s'occupaient des affaires de quelques 3800 travailleurs, se bagarrant à coup d'heures de grève, alors qu'elles savaient pertinemment que les gars ne voulaient pas. En effet, le souvenir de quatre jours de grève début 66 est encore vivace...

Histoire pas drôle:

Pas de terminus: ...La scène se passe devant un piquet de grève des postiers. Un jeune se prépare à franchir la porte et puis hésite, visiblement gêné..

-tu n'es pas d'accord avec la grève?

..24h. c'est pas assez.

-Mais voyons, tu ne crois pas qu'une journée à 90% vaut mieux que plusieurs jours à 30%?

-(silence) oui, évidemment, mais à une condition...

-?

Assurances (Paris) : pas de tract, pas de mot d'ordre, pas de débrayage.

Banques (Paris) tracts pour grève d'une journée: 10% de grévistes.

La manifestation de la Bastille à la République: moins de monde que le 17 mai bien que des groupes plus importants de certaines usines semblent y participer.

Le service d'ordre imposait une discipline stricte au besoin par la violence: une fille brandissant un drapeau rouge est rapidement

-que ce nesoit pasle terminus.
 -on est bien d'accord. Il en faudra encore d'autres comme ça. Mais en attendant faut gagner celle-là, avec toi, avec nous tous.
 -c'est bon.
 Et il s'en retourne chez lui.
 (Vie Ouvrière CGT.8.2.67)

encerclée, brutalisée, jetée par terre. Deux camarades espagnols réagissent. Réplique immédiate d'un flic syndical du service d'ordre: "d'abord toi, tu n'es pas français". Lorsque lenoyau de l'UNEF comprenant quelques anarchistes, pro-chinois et trotskystes parmi d'autres étudiants, déjà pris à parti au cours du cortège (banderolles arrachées cassage de gueule) parvient à la République il passe devant une tribune figée et glaciale

seul Descamps (CFDT) applaudit timidement. Une fille étudiante matraquée raconte à son père membre de toujours du PC, ses mésaventures: pour lui ce n'est pas possible et sa fille est folle.

oooooooo

salaires, hiérarchie

RHONE-POULENC (Vitry)

Il y a eu réunion à l'Union des Industries Chimiques: Résultats: 4% d'augmentation et relèvement des minimums des catégories de 10,4% sur les minimum U.I.C. 1966. Rhône-Poulenc se place à 20% au-dessus de l'U.I.C. Voici pour information les salaires minimum des catégories en application chez Rhône-Poulenc à partir de maintenant. Il est à noter que R.P. embauche plus fort que les minimum et ce irrégulièrement entre catégories et dans une même catégorie:

<u>Fabrication</u> (salaire horaire)-	Manoeuvre:	2.70 et 3.10
	O.S.	3.64 à 4.59
<u>Corps d'Etat</u>	O.S.	de 3.42 à 4.59
<u>Laboratoires</u> (salaire mensuel):		
	Aide de laboratoire:	678.60
	Aide chimiste	819.- 936.-
	Chimiste	de 1053.- à 1451.-
<u>Dessinateurs</u>	Calqueurs	683.-
	détaillant	846.-
	d'exécution	917.-

Les nouveaux embauchés catégorie 3 gagnent de 3,70 Frs à 3.90 Frs c'est-à-dire que leurs salaires sont différents dès leur entrée. Ce qui vaut des réclamations des démissions sur le champ.. Ces jeunes sont tout de suite placés dans les endroits où il manque de la main d'oeuvre malgré la promesse qui leur a été faite de leur faire suivre 1 mois de formation professionnelle. Aussi pendant un mois et même plus les nouveaux courent de grands risques. Il est en effet inutile de rappeler que la fabrication en chimie est dangereuse. Ce sont alors les "anciens" qui les "forment" En ce moment sur 10 nouveaux embauchés il en reste en moyenne 2 ou 3 après le stage de formation professionnelle. Quant à ce stage, la formation patronale ne se fait pas sans mal. Il y a pas mal d'incidents, d'actes "d'indiscipline" et il arrive que les gardiens de l'usine baptisés les "vopo" " sont appelés en renfort pour sortir illico presto tel ou tel jeune dont les manières ne laissent présager rien de bon. Dans la proportion de 9 sur 10 ce sont surtout des jeunes de toutes les provinces qui sont embauchés. Cela fait plaisir de voir qu'ils ne se laissent pas faire. Leur attitude est loin d'outrer leurs prédécesseurs et n'attire que

sympathie de la part des gars qui se chargent de les mettre au courant de la réalité. Quand ces jeunes arrivent à la fin du stage de formation, ils attendent de connaître le poste où ils devront travailler et c'est alors que, si les conditions sont inadmissibles à leurs yeux, ils donnent leur compte et retournent chez eux. La porte de l'usine est une porte à tourniquet; ça rentre, ça sort; le chef du personnel arrive à embaucher des gars de 58 ans...

La télévision est venue à l'usine: les interviews recueillies dès les premiers secteurs ayant été jugées de mauvais goût la moitié de ce qui avait été pris comme reportage a été annulée sur ordre du directeur de l'usine. Il faut dire que les "interviewés" étaient des jeunes qui devaient dire d'où ils venaient, ce qu'ils faisaient et quels cours ils suivaient et pour arriver à quoi. Les jeunes furent trop loquaces...

ENERGIE ATOMIQUE (Saclay- banlieue de Paris)

La division des "Agents" (jusqu'ici non différenciés) de l'Energie atomique en trois catégories: A (exceptionnels), B (moyens), C (médiocres) répondant à une demande des syndicats (paraît-il pour éviter le favoritisme) est devenue effective. Un chef de service n'a pas voulu remplir les feuilles de classement et les a remises aux intéressés pour qu'ils le fassent eux-mêmes: les notations étaient mauvaises et il a dû relever les notes.

SALAIRES MOYENS CADRES et MAITRISE:

d'après la CGC (ce sont des moyennes qui ne comprennent pas le "personnel de direction"; il s'agit donc de cadres moyens).

A Paris un ingénieur touche en moyenne par mois en 66: 2.944 Frs.-

En province 2.909.-

A Paris un agent de maîtrise touche en moyenne par mois...I.682 Frs.-

.....		
" <u>Une affiche de la C.G.C.</u>	"	<u>Comment hiérarchiser les salaires dans l'en-</u>
" (Renault-Billancourt)	"	<u>treprise ?</u>
"	"	
" "La hiérarchie des salaires c'est	"	Le besoin de justice ,une bonne hiérarchisa-
" la juste rémunération des services	"	tion des salaires sont unanimement reconnus
" rendus à l'entreprise et à la nation".	"	comme nécessaires dans l'entreprise
"	"	La qualification n'a pas pour but de boule-
" "Cadres, Ingénieurs, Agents de	"	verser la situation existante mais de placer
" maîtrise, Techniciens, vous redéfen-	"	à leur valeur objective les emplois sous ou
" dez pas des privilèges mais la contre-	"	surpayés et ceci dans des conditions financiè-
" partie légitime des responsabilités	"	acceptables pour l'entreprise ...
" que vous assumez".	"	Enfinement ,la remise en ordre des salaires
" "Sans vous, l'expansion économique	"	dont le cpût total a été inférieur à 3 %
" n'est qu'un vain mot".	"	a sorvi de point de départ à de nombreuses
" "Le respect de l'éventail hiérar-	"	actions concrètes et rentables
" chique est la condition même de la	"	...Il convient de ne pas perdre de vue que le
" PROMOTION SOCIALE	"	dialogue en matière de rémunération peut
" mais l'union fait la force."	"	s'engager dans ce domaine des qualifications
" "Rejoignez la C.C.C. qui défend inla-	"	moins controversé et moins complexe que celui
" ssablement vos droits".	"	de l'intéeresment à la productivité ou la
.....	"	prospérité de l'entreprise .
		(extrait de l'usine nouvelle , hebdomdaire
		patronal -octobre 66)

les comités d'entreprise

RENAULT: (Billancourt)

Le Comité d'Entreprise, c'est avant tout la cantine. De temps à autre, on nous distribue un "journal des consommateurs". Alors, chacun pense "ça va augmenter".

La CGT trouve moyen de lancer des tracts au nom du "personnel des restaurants" à l'occasion des débrayages dans le genre:

"Le personnel des restaurants, unanime à l'ensemble de ces revendications, regrette de ne pouvoir participer à ces mouvements de grève, étant dans l'obligation de fournir des repas aux travailleurs".

"Si le mouvement de grève avait été de 24h, nous aurions pu nous associer et être à vos côtés pour manifester".

(tract CGT- 31 janvier 67).

La CGT s'est bagarrée dans le passé pour avoir la gestion des cantines baptisées "restaurants". Et à chaque augmentation de salaire (1% par trimestre) le prix des plats augmente d'autant. Le 17 février, le Comité d'établissement "fait le point". Il y est démontré que le paiement de primes complémentaires dans l'usine en décembre...." a fait supporter à ce seul mois une charge imprévue de 9 millions d'A.F." et qu'il "est certain que si les augmentations accordées par la Régie étaient apparues sous forme de 1%, leur incidence sur la gestion aurait été différente". (journal du consommateur, 17/2/67). S'il y a trop de déficit c'est la faute aux ouvriers qui se laissent payer trop de primes. On se demande d'ailleurs pourquoi la CGT n'applique pas au personnel des cantines ses propres revendications dans l'usine, celles que ses tracts réclament chaque jour. Un repas à la cantine Renault revient au minimum à 5 Frs, souvent plus cher que dans les restaurants autour de l'usine. La Régie a refusé de prendre la gestion directe et ne donne aucune subvention, celle-ci étant incorporée dans le salaire. La seule justification de la gestion par les syndicats du Comité d'établissement est une économie d'impôts de 50 Frs par repas.

CHAUSSON:

Le Comité d'entreprise est le théâtre de puissantes activités syndicales. On peut le mesurer par le fait que le budget est de 60 millions A.F. par an, pour 7000 salariés alors que chez Hispano il est de 50 millions par mois. Sur un point particulier comme les colonies de vacances, les délégués syndicaux se comportent comme tout patron qui se respecte. Si les fournitures augmentent on fait payer les clients, c'est-à-dire les ouvriers. La commission qui décide du prix des journées, on transmet le nouveau barème établi par le comité inter-entreprise. Pour les staliniens de service, si le comité inter décide ainsi, c'est bien. C'est l'esprit bureaucratique à l'état pur, sans même aucun souci gestionnaire, si limité que ce soit. Ils ne se rendent même pas compte qu'ils n'en tirent même pas le peu qu'ils pourraient en tirer tant ils ont des oeillères. Leurs attaches politiques les font vivre en vase clos: l'univers du PC est leur seul univers dans lequel tous les problèmes qu'ils affrontent dans l'entreprise sont réglés par avance dans un tas d'organismes divers dont vivent les permanents du parti...

RHODIACETA-V. ISE (banlieue de Lyon- textiles artificiels).

Un camarade de Lyon nous a transmis le procès-verbal d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise du 13 décembre dans laquelle il était discuté de réductions d'horaires et de 12 jours de fermeture en décembre. Direction et délég-

gués discutent des raisons du ralentissement, de prix de revient; à la réponse d'un dirigeant: " je pense que si nous ne faisons pas d'amélioration de productivité nous risquons d'être obligés d'arrêter nos finissages", ce que trouve à répondre les délégués c'est: " nous (sic) sommes en retard dans les améliorations mécaniques des métiers"... "Le reproche que nous vous faisons est... d'avoir eu une politique à court terme"...

Les délégués approuvent une résolution sur... un accord d'entreprise proposée par la CFDT. Et les délégués continuent de pleurer dans le giron du patron "vous modifiez les temps, en réduisant en même temps les prix de revient et les salaires"... Et finalement la séance est levée après ce débat de techniciens sur les manières de faire marcher la boîte.
(c'est dans cette entreprise -usines de Besançon , puis de Lyon qu'une grève vient d'être déclenchée ...deux mois après cette réunion annonçant les réductions d'horai

(Nous rappelons qu'I.C.O. a publié une brochure:

"AUJOURD'HUI, LES COMITÉS d'ENTREPRISE"

où sont abordés les problèmes que posent dans tous les pays du monde la "participation à la gestion" de l'entreprise capitaliste.)

(envoi contre 1 Fr au ccp. 20147-54 Paris ou 4 timbres à 0.30).

oooooooooooo

les élections

RHONE-POULENC (Vitry)

9 février: meeting du PC à la porte de l'usine avec les candidats à la députation GOSNAT et ROSETTE, ces chers camarades qui ont soutenu les travailleurs chez Rhône-Poulenc dans leurs luttes... Le tout agrémenté de musique très à la mode, un vrai gala. C'était la fête !

.....
" Dans le Travailleur (Rhône-Poulenc) "
" N° spécial, informations sur les "
" élections, interview de G. Gosnat: "
" F.L.: au passage, peut-on dire, te "
" voilà muni de solides diplômes dé- "
" tudes supérieures; tu as même acquis "
" tes galons d'officier de l'armée "
" française?... "
" G.G.: Ces galons là, je dois dire "
" que c'est à Maurice que je les dois, "
" car il était résoluement, lui, le "
" combattant conséquent pour la Paix, "
" contre l'antimilitarisme anarchi- "
" sant. Il m'a conseillé donc de suivre "
" le peloton. La Résistance, alors qu'il "
" fut le 1er résistant sur le sol na- "
" tional, devait prouver combien il a- "
" vait raison. Je devins donc officier".
.....

RENAULT: (Billancourt)

Le candidat du PC récolte les fonds à la porte de l'usine dans un drapeau rouge (du dévotionnisme de gauche à coup sûr).

JEUMONT-SCHNEIDER (St Denis)

Un vieil ouvrier, (40 ans de maison) discute des élections: "je ne suis ni gaulliste, ni communiste. Mais je vote pour Gillot (communiste) car à St Denis il a fait quelque chose. Je ne veux pas des communistes au pouvoir car s'ils y étaient ils nous feraient bosser dur et fermer notre gueule. Pourquoi je ne serais pas content du régime, je n'ai jamais eu autant d'argent que maintenant". Il se souvient de Laval "socialiste", de Doriot "communiste", des délégués de l'usine qui placés devant le dilemme: la porte ou

"	<u>La Petite Equation du Parfait Militant:</u>	"	la place de chef ont choisi la place. Il n'est pas raciste mais si sa fille épouse un nègre, il la foutra à la porte. Il y a trop d'étrangers en France et sa femme n'ose plus sortir seule le soir.
"	Une brosse + un seau + un peu de colle + 5l d'eau + 2heures de moins dans vos pantoufles	"	
"	= 200 affiches dans votre quartier	"	<u>MARSEILLE:</u>
"	= un député.	"	Le R.E.L. (Rassemblement Européen pour la Liberté) groupuscule hyper-fasciste, ultra chauvin et xénophobe, axe sa campagne électorale sur le refoulement des Nord Africains, des Noirs et des...
"	(du courrier de la République édition de l'agglomération grenobloise-association de soutien pour la candidature de P.M.F.)	"	chinois. Lors du lock-out des dockers il a procédé à des affichages et graffiti ainsi conçus: " le Port n'appartient ni aux patrons, ni à la CGT. Le Port est aux dockers".

Qui n'est pas aujourd'hui pour la gestion ouvrière exactement comme hier tout le monde était "pour le socialisme"

LES SYNDICATS

Pour ceux qui doutent de la démagogie de la CGT, cet extrait d'un tract du 17/2/67 du Syndicat Général des Travailleurs de la Métallurgie du secteur Seine St Denis:

"... dans ces dernières semaines, d'autres succès partiels non négligeables ont été obtenus par exemple:

.... nouvel accord Renault apportant des avantages nouveaux, notamment la 5ème semaine de congés payés pour près de 4000 travailleurs".

Sur plus de 40.000 ouvriers, 4000 soit 10% ont eu quelques jours de congés de plus pour ancienneté (6 jours pour plus de 20 ans). C'est bien loin de la 5ème semaine de congés.

Le "Métallo CGT" (Union des syndicats CGT métallurgie, Seine) sous le titre " un syndicat à la hauteur des exigences" déclare:

" par exemple chez Renault, près de 10% ont été obtenus dans l'année (et dans le même temps, le nombre d'adhérents du syndicat augmentait de 20%)..."

Pour les 10%, c'en est loin: 4% traditionnels, sans doute ont-ils compté comme les patrons les jours de congés, les 1/4 d'heure de douche en heures de salaire, comme si on mangeait avec. Quant aux 20% de nouveaux syndiqués il n'y a qu'à voir comment on fait syndiquer les noirs, les espagnols en leur faisant croire que c'est obligatoire et sinon, pas de boulot...

" Comme nous venons de le voir les travailleurs français ont besoin de connaître dans le détail la vie quotidienne du mouvement ouvrier...

"La Vie Ouvrière est le seul journal qui répond à ce besoin... La semaine prochaine, la Vie Ouvrière sera consacrée "pour une grande part aux déclarations d'impôts mais elle parlera également (sic) des problèmes revendicatifs et notamment

du succès du 1^o février". (tract CGT- Renault-Billancourt, 3 février).

" Les Délégués seuls, ne peuvent tout faire. Leur activité s'appuie sur l'action des travailleurs... Que chacun regarde ce qui ne va pas dans son atelier, sur sa chaîne, à sa machine et qu'il en fasse part à un délégué"...

Voici quelques exemples de ce qui a été obtenu:

... "une pendule de pointage... du bleu aux carreaux... une meilleure aération... amélioration de l'éclairage... réparation de fuite d'eau à la toiture...etc..."

(tract CGT Citroën Javel- 14/2/67)

LA FONCTION DES SYNDICATS:

" Les patrons comme l'Etat, ont pourtant intérêt à avoir en face d'eux un syndicalisme fort, c'est-à-dire un syndicalisme qui se fasse obéir. C'est en multipliant les confrontations qu'ils l'aideront à tourner le dos aux revendications inadaptées à l'économie moderne (lutte contre les concentrations d'entreprises, allègements de la fiscalité, etc..) et aux tendances anarchisantes. Si les pouvoirs publics ou privés se crispent, forts de leur autorité ou des menaces qui pèsent sur l'emploi, ils seront mal venus de reprocher ensuite aux représentants des travailleurs leur négativisme ou leur culte de l'action pour l'action ".

(Pierre Drouin- Le Monde).

LE ROLE du SYNDICALISME:

(extrait du bulletin mensuel du Club Jean Moulin, cercle de hauts technocrates).

..." il serait temps d'accepter cette évidence, désolante peut-être pour les doctrinaires, riche en tout cas de désillusion pour tous ceux qui s'attachent aux vieux mythes: que la propriété soit publique ou privée, dans un pays économiquement développé cela a peu d'influence sur la condition des salariés et sur leurs possibilités de défendre leurs intérêts et leurs droits".

..." Le syndicalisme, dans la branche ou dans l'entreprise, est un contre-pouvoir avec lequel il faut compter, c'est-à-dire auquel il faut faire des concessions dans les règles générales de gestion du personnel comme dans l'examen des cas particuliers. Si l'on parvient un jour à définir des procédures par lesquelles le chef d'entreprise rendra compte à ses salariés, comme il le fait à ses actionnaires, c'est par ce pouvoir qu'il faudra passer. Nous en sommes loin à l'heure actuelle. Sans assises établies dans l'entreprise, et sans moyen d'obliger à la discussion, enfermés pour les négociations dans des cadres souvent désuets, trop souvent encore pourchassés dans les ateliers et ne jouissant pas des droits élémentaires d'expression nos syndicats n'ont ni le nombre ni la force qui leur permette de se faire entendre quand ils élèvent la voix. Dans la vie économique c'est le syndicalisme qui est ce contre-pouvoir nécessaire. Pour donner leur part aux salariés, il n'est ni nécessaire, ni utile d'attribuer

"à des caisses lointaines quelques millièmes du capital social
Il faut leur donner les moyens de constituer des syndicats forts
capables de négocier avec autorité".

COMMENT DEVENIR DIRIGEANT

En Angleterre:

"Imaginons un jeune anglais intelligent dynamique, intéressé par l'action civique, ayant le goût et la capacité de décider, attaché à une idéologie socialisante. Il rêve d'une carrière politique, comme pas mal de ses camarades d'Oxford, de Cambridge, de la London School, ou des autres Universités. Il va entrer au parti travailliste. Il parviendra sans trop de difficultés - c'est-à-dire avec la même difficulté que pour avancer dans le Civil Service ou les entreprises privées- à collaborer aux bureaux d'études, où il préparera notamment les projets de lois que les députés voteront ensuite aux Communes. Il sera plus ou moins attaché à un ministère quand le parti est au pouvoir. S'il y révèle des qualités, on lui donnera un jour une circonscription: d'abord difficile, pour qu'il se fasse la main; ensuite meilleure. Il deviendra député sans trop tarder et probablement ministre. S'il n'est pas étudiant, mais ouvrier, il pourra faire une carrière analogue à partir des organisations syndicales, où l'avancement est cependant plus long et plus difficile".

Ces deux extraits viennent
d'un article de Monsieur
Duverger, paru dans Le Monde.

En France:

S'il est étudiant, il prépare l'E.N.A. et tâche d'entrer dans les grands corps de l'Etat. Là, par la voie des cabinets ministériels, il se retrouvera presque dans la même situation, à un certain moment, que notre jeune anglais entré au parti travailliste: mais sur le plan administratif et non politique. Il deviendra ce qu'on appelle un grand commis, éminence grise de quelques ministres auxquels il donnera des idées, condamné aux "back-streets" de la politique, alors qu'il rêvait de fonder avec elle un mélange légitime. S'il est syndicaliste militant du C.N.I.A. animateur de mouvement régional il tâchera d'entrer à la Coder, ou autre institution de ce genre, et un jour au Conseil économique, pour jouer un rôle analogue.

Pour satisfaire son goût de la discussion pour approfondir ses idées, pour faire son éducation politique et développer un dialogue avec d'autres citoyens, il adhérera au Club Jean Moulin, à Démocratie 60, au Cercle Tocqueville de Lyon, à Démocratie nouvelle de Marseille, au C.I.P.E.S. de Clermont-Ferrand, etc. Ces clubs ne sont pas des contre-partis, groupant des gens qui veulent garder les mains pures, mais plutôt des ersatz de partis. Leurs membres accepteraient de se "salir les mains" dans l'action, à condition qu'elle fût efficace. Ils ne méprisent pas la politique: la plupart d'entre eux rêvent d'en faire au contraire. Mais ils la conçoivent comme les jeunes fonctionnaires conçoivent l'administration, les jeunes ingénieurs leurs entreprises: ils y voient un moyen d'agir, de moderniser, de créer, de construire. "

FINIS de carrières

oooooooooooo

En Angleterre, les "bons" bureaucrates syndicaux d'échelon élevé finissent dans la peau d'un Lord avec un titre de noblesse.

En France, ils finissent dans la peau d'un Conseiller d'Etat, assemblée suprême de l'Etat. Ainsi en fut-il de Tessier, Bouladoux (OFTU), de Bothereau (FO), ainsi en est-il de Levard président de la CFDT. En même temps qu'un caïd patronal: Godard délégué de l'Union des Industries Chimiques.

les dockers de marseille

En 1950 un vaste mouvement de grèves partielles ou générales paralysa Marseille. Au début du mois de janvier, la Compagnie des Tramways décida d'augmenter de 30% le tarif sur ses lignes. Dès le 6, 12.000 des 20.000 travailleurs de l'industrie chimique engageaient une démonstration contre le projet soutenu par la municipalité Carlini.

D'autres secteurs suivirent avec tous comme dénominateur communle maintien des prix de transports et la "municipalisation" de la compagnie, et pour autre revendication urgente, l'application des conventions collectives approuvées depuis peu par le gouvernement. Ces conventions, dont le caractère le plus significatif réside dans le soi-disant égalitaire "à travail égal, salaire égal", devaient se révéler comme étape supplémentaire sur la voie de l'asservissement des prolétaires au capitalisme d'Etat, par l'institutionnalisation et la rationalisation de l'exploitation. La généralisation de cette charte moderne du travail, provoqua l'enchaînement ininterrompu d'actions ouvrières qui connurent leur point culminant dans la manifestation du 10 janvier. Les revendications corporatives se trouvaient être combinées aux préoccupations pacifistes. Des milliers d'ouvriers d'usines, de fabriques ou de chantiers, demandaient l'arrêt inconditionnel de la guerre du Viet-Nam et le retour du corps expéditionnaire. De sanglantes bagarres de rue opposèrent les travailleurs aux forces de police commandées par le préfet Baylot, qui devint aussitôt la cible de toutes les propagandes ultra-patriotiques dirigées par le Parti Communiste.

Depuis deux mois, les dockers ont commencé la lutte contre la guerre, par le refus de manipulations d'armes et de matériel à destination du Viet-Nam. Les transports de troupes sont immobilisés, et des actes de sabotage se développent sans cesse. Le 2 février, les dockers étant menacés de la liquidation de la vacation des 8 x 2 un Conseil d'ouvriers élargi aux délégués syndicaux décide l'application systématique des formes de lutte pour la suppression des heures supplémentaires, la cessation du travail de nuit, du travail le dimanche, et du travail au rendement. Sitôt connue cette décision, les dockers italiens d'Ancone adressent à leurs camarades un message de félicitation et de soutien qui se concrétise, aussi par le refus de procéder à l'embarquement du matériel de guerre. Les travailleurs de l'industrie chimique décident de stopper la livraison de mazout à tous les bateaux chargés d'armes ou de matériel de guerre.

Les marins des grandes lignes d'Extrême-Orient réclament aux compagnies de navigation un acompte provisionnel de 3000 frs par mois, ils exigent que l'indemnité de nourriture fixée à 460 frs par jour soit étendue à tous les marins, embarqués, en congé ou en maladie. Ils veulent qu'une allocation de secours soit attribuée à tous les marins sans emploi. En outre, ils demandent l'application d'une convention collective sans législation spéciale et la semaine de 40h payée 48.

L'affaire du "Pasteur" fit la preuve éclatante que la lutte contre la guerre ne pouvait se mener autrement que par l'action directe des exploités contre leur bourgeoisie nationale. Le transport de troupes resta à quais pendant 48 heures au cours desquelles l'agitation atteint son paroxysme par de violents heurts entre dockers et membres d'équipage d'une part, officiers et sous-officiers d'autre part.

Ce n'est que le 10 mars que la grève générale illimitée sur le port est proclamée dans l'enthousiasme et saluée de "l'Internationale". La résolution adoptée par les travailleurs fixe:

- prime de 5000 frs par mois hiérarchisée pour tous, à dater du 1/12/49.
- annulation de toutes les sanctions prises par la direction.
- respect du droit de grève, reconnaissance du syndicat.
- discussion de la convention collective.

Au cours des 37 jours de grève, le front de la "maternité" surgit inéluctablement avec l'engagement militant de toutes les organisations crypto-communistes. La société veillait, et auréola son front d'une couronne philanthropique par l'organisation et la distribution de soupe chaude, par la mise sur pieds de "Comités de Soutien", par la ramification poussée de tout un réseau du cœur où se bousculait un invraisemblable amalgame d'hommes de bonne volonté et d'honorables cantinières.

Quelques semaines après la grève, les quais furent envahis par des bataillons de "jaunes" dont les éléments se recrutèrent parmi les professions précisément en grève et dans les bureaux de chômage. L'occupation du port se fit "manu militari" et les CRS procédèrent quelques jours après à l'arrestation des leaders syndicaux. Dès lors, le mouvement se transformera en une campagne pour la libération des bureaucrates, et les revendications de la classe furent anéanties sous le poids des "solennelles protestations", avec la libération des détenus, coïncida la reprise du travail aux conditions précédentes, avec pour seul résultat concret l'augmentation de 100F par jour à tous les dockers. Les conséquences de cet échec manifeste peuvent être enregistrées comme étant une absolue catastrophe, jusqu'alors inégalée. Il laissa les mains libres aux acconiers qui d'emblée, renforcèrent la discipline du travail imposèrent leur "oukase" sur un prolétariat sans défense pour l'élévation du taux de profit, élevant ainsi le port au rang suprême du complexe le "plus rapide du monde". Seulement les dockers mutilés dans leurs chairs mêmes fournissent depuis des centaines de clients aux hôpitaux et sanatorium. Avec 3000 accidents annuels les dockers payent de leur vie le développement intense des activités capitalistes de la "Chambre de Commerce".

... il faut chercher les causes profondes de la faillite totale de ce mouvement ailleurs que dans le thème de la "trahison". Les révolutionnaires se refusent à donner foi à une telle vue idéaliste et réformiste du rôle des individualités dans les mouvements sociaux historiques. Le soutien aux forces du camp impérialiste russe, par l'existence d'un gouvernement à direction communiste en France même définissait l'objectif essentiel des organisations "ouvrières". Lors de l'ultime assemblée générale du 17/4/50 pour la reprise du travail le secrétaire adjoint de la CGT déclarait aux ouvriers:

" Les travailleurs ont enraciné dans leur esprit cette vérité première qu'il ne peut y avoir de bien être pour les ouvriers tant que la France n'aura pas un gouvernement décidé à lui donner le pain dans la paix et l'indépendance nationale".

Irruption de la grève sauvage:

C'est en 1966 que l'on assiste à un renouveau de l'action revendicative. Un premier mouvement de protestation à l'initiative d'un noyau formé de 150 conducteurs d'engins, grues et Clark, a suscité l'adhésion de 300 autres ouvriers. La CGT a tout de suite tenté de récupérer la volonté de lutte des travailleurs, dont l'effet le plus significatif a été le renflouement de la section syndicale. Du 12 mars 1966 au 26 mai, 4000 dockers, débardeurs, hommes de bord et piqueurs de sel, ont entamé une action pour la suppression du travail de nuit, du travail supplémentaire, du travail du dimanche et pour la régularisation de l'embauche qui s'effectue sous l'autorité des chefs d'équipes et de leurs adjoints au service des sociétés d'acconage. Le 26

mai, un protocole d'accord signé entre représentants syndicaux et acconiers prévoit l'augmentation des salaires pour les conducteurs d'engins et les grutiers. Paradoxalement, les hommes de bord (caliers) qui effectuent le travail le plus dangereux, le protocole d'accord les ignore totalement. Le travail est ramené de 60h par semaine à 51h; en outre la direction assura la convocation d'une commission préparatoire à la nouvelle convention conçue par la CGT en tant qu'organisation pourvue de la force de milliers d'adhérents. Mais depuis les 7 mois qui vont de la signature de l'accord à la fin de l'année, les dockers ont décidé de recommencer à se battre pour le changement radical des conditions de travail alors que l'organisation syndicale met les ouvriers en garde contre les actions désespérées, pour la sauvegarde des possibilités de discussions paritaires.

Tandis que des négociations se déroulaient, la grève éclate sur la question même des conditions de travail. La bureaucratie syndicale après avoir refusé aux dockers la possibilité de la grève, tente de reprendre le contrôle sur la base. Dès le commencement, les bureaucrates ont violemment condamné les actions entreprises par les travailleurs avec l'argument des "nécessités de ravitailler la population coûte que coûte". La démonstration échappe totalement à la direction syndicale qui ne souhaite que le respect, strictement observé de part et d'autre, du protocole d'accord du 26 mai.

La grève qui vit la transformation du mouvement de protestation en un profond courant ouvrier, se mena avec les armes propres à la classe, lorsqu'elle s'efforce d'échapper à la tutelle des appareils. A son origine spontanée, le mouvement a acquis un caractère développé par la constitution d'une surveillance ouvrière pour éviter l'obstruction des "barnabacs" (1) sur les quais, et la généralisation de piquets de grève. En opposition à l'attitude des trois syndicats (2) d'étouffer toute tentative de lutte qui ne lui soit pas directement subordonnée, les ouvriers dans leur détermination, ont démontré leur pleine capacité d'action. La tentative de manipulation des ouvriers ayant échoué, les patrons acconiers ont décidé d'imposer le lock-out des travailleurs du port.

De l'ACTION OUVRIERE au LOCK-OUT

7 janvier: alors que 60 navires se trouvent en opération dans le port, les acconiers prononcent le lock-out. A l'issue d'une réunion de responsables syndicaux un communiqué est ainsi présenté: "l'action revendicative des travailleurs peut permettre une exploitation normale du port et l'acheminement normal de tous les primeurs à condition d'employer un personnel plus nombreux. Les organisations syndicales affirment leur volonté de discuter à tout moment et sur des bases concrètes les revendications présentées aux employeurs".

10 janvier: le lock-out est levé. Reçus par le président Betous, les délégués syndicaux se déclarent prêts à répondre à toute convocation de la Commission paritaire dans le but de faciliter l'ouverture rapide de discussions.

18 janvier: les acconiers refusent toute discussion avec les syndicats et ferment à nouveau le port pour une durée indéterminée. Les élus communistes s'adressent aux "ouvoirs publics. Les trois organisations syndicales tiennent une conférence de presse en présence de nombreux élus et personnalités religieuses.

(1) "barnabacs": hommes de mains, étrangers à la profession.

(2) trois syndicats CGT distincts pour les dockers, agents de maîtrise et hommes de bord.

- 20 janvier: Mgr Jacquot, l'archevêque de Marseille prend position dans une lettre ouverte: " le recours à la force est un moyen qui aggrave encore la situation et les maux. La solution est dans un dialogue organisé, sans menace ni pression ".
- 21 janvier: une assemblée générale des dockers, conducteurs d'engins, et agents de maîtrise adopte une résolution pour la reprise du travail aux conditions des accords du 26 mai dès la levée du lock-out, et la reprise des discussions. Cette résolution est remise au Préfet, élu, à H. Etous président du port autonome, au directeur du Port et à...Mgr Jacquot.
- 23 janvier: MM. Savine, Massias, Matalon - socialistes dissidents, condamnent le lock-out.
- 24 janvier: le maire reçoit une délégation de dockers et promet d'intervenir auprès du Ministre de l'Équipement;
- 25 janvier: après une assemblée générale 3000 dockers se rendent au siège du syndicat des acconiers pour remettre une résolution réclamant la levée du lock-out.
- 26 janvier: manifestation intersyndicale et inter professions à la Joliette avec la participation de 4500 ouvriers.
- 27 janvier: pendant une heure les dockers bloquent la circulation aux abords des quais de la Joliette.
- 30 janvier: une délégation syndicale est reçue par l'adjoint de Pisani.
- 5 Février: nouvelle A.G. démontrant la volonté de reprise du travail par les dockers
- 8 Février: une réunion de conciliation présidée par le préfet prévoit la reprise du travail dans de nouvelles conditions ainsi fixées:
- 1/2h supplémentaire pour le repas.
 - 1 homme supplémentaire aux équipes réduites ou équivalentes à 6 hommes.
 - exclusivité de l'embauchage par le Bureau central de la main d'oeuvre
- 9 février: l'ultime A.G. regroupant la presque totalité des travailleurs du port décide la reprise du travail pour le lendemain Mandat est donné aux responsables syndicaux pour signer le protocole d'accord.
- 10 février: le travail reprend sur l'ensemble des quais dans les conditions normales précédentes au lock-out, mais avec l'aménagement des conditions de travail fixées par la réunion du 8 février.

LA CGT pour la défense de l'EXPLOITATION CAPITALISTE

Bien que débordée un long moment par les travailleurs, la CGT a su, par l'introduction de ses habituels mots d'ordre abusifs détourner les travailleurs du sens véritable de leur lutte pour leur faire accepter la reprise du travail suivant des conditions identiques. L'attitude de conciliation manifestée chaque jour, s'établit comme étant la demande d'ouverture rapide de discussions avec la direction pour l'établissement d'un climat de "Paix Sociale". Les acconiers visent fondamentalement "à la ruine du port avec l'appui du pouvoir gaulliste" et pour éviter la chute dans le chaos économique, la CGT offre comme type de solution celui qu'elle manipule et véhicule depuis de nombreuses années: la nationalisation de la manutention par la substitution d'un service général, sévèrement contrôlé par un organisme mixte à

l'actuel patronat "démentiel".

La décision de lock-out a provoqué la destruction de la volonté de lutte des dockers. Persuadés maintenant que seule la cohésion derrière les dirigeants syndicaux conditionnera le succès, les ouvriers accordent une confiance "optimiste" à leur syndicat. Mais le souci constant des délégués est de rendre l'organisation syndicale garante de la lutte entreprise et de démontrer que la CGT elle seule réalise la lutte en réponse au but patronal. "Les travailleurs et leur organisation c'est à présent sur les quais un bloc de granit. Les patrons n'arriveront pas à l'effriter; le lock-out c'est la dernière cartouche tirée par les acconiers" (un délégué au Comité d'entreprise). A Marseille comme à Sète, ou comme dans tout port de France, les dockers sont affiliés au syndicat CGT "sur le papier". Contraints d'être syndiqués à la puissante organisation, parce qu'ils ne pourraient pas travailler autrement, la carte syndicale garantit en fait les possibilités de travail et d'embauche. Le travail est, et a toujours été pour les travailleurs du port déterminé par les besoins immédiats des armateurs et des acconiers, leur permettant de maintenir des centaines de dockers en état de chômage intermittent et de dresser les ouvriers les uns contre les autres.

Chez les travailleurs, la lutte sera désormais constante, parce que la question de la "vacation d'urgence" est profondément liée aux conditions atmosphériques et à l'état de la mer, qu'aucun projet de "normalisation" du travail sur les docks ne pourra résoudre.

Le fait significatif de ce lock-out, resta le front de "tous les bons marseillais", la mobilisation de l'intelligentsia locale, et l'attitude de l'Eglise pour la "pacification" du conflit par le dialogue, alors que la haute bourgeoisie autochtone s'inquiétait du marasme économique dans lequel le lock-out avait plongé la région.

L'accord de reprise du travail signé entre les représentants de la direction et ceux du syndicat visant à assurer la "Défense" et le "Droit" au travail dans le cadre d'un type de capitalisme particulier, représente un code de "Paix sociale" dont l'artisan le plus farouche n'est autre que la bureaucratie syndicale. Il équivaut à imposer aux travailleurs l'idée d'"arbitrage", qu'il peut y avoir une solution juridique à tout conflit social par la réalisation de "procédures équitables" Ce qui importe à la bourgeoisie, comme instrument idéologique propre à lui assurer sa domination de classe, c'est la proclamation de vagues concepts de "justice" et de "droit" pour exorciser la tempête de la lutte de classe par l'action directe des exploités.

oooooooooooo

licisoris

Réunion des camarades de Paris - 25 février 1967- 26 présents.

(assurances, banques, Chausson, édition, énergie atomique, enseignement études de marché, étudiants, Jeumont-Schneider, Renault, Rhône-Poulenc).

I- Informations d'entreprise: voir les "Travailleurs en France".

II- Critique du bulletin N° 57- février 67:

- les deux textes sur la Chine sont difficiles à lire: ils auraient dû être précédés d'un résumé de l'article précédent pour permettre de comprendre les critiques qui lui sont faites. -un camarade propose qu'une réunion soit consacrée à un exposé et discussion sur ce qui se passe en Chine et est incompréhensible pour beaucoup- d'après d'autres camarades même un exposé

serait difficile; il vaut mieux d'abord laisser la porte ouverte à la discussion par lettres publiées dans ICO (voir prochain bulletin).

- dans l'article sur Renault: dernière ligne, un mot a sauté "... comme les noirs, ils ne savent rien et peuvent subir toutes les es-roqueries possibles".

- Rhône-Poulenc: rectificatif: la brochure dont il est question dans ICO N° 57 et qui est distribuée aux nouveaux embauchés ne provient pas du comité d'entreprise, mais de la CGT en particulier qui y présente bienfaits et avantages dudit C.E. afin de montrer à quel travail se vouent ses bagarreurs de délégués.

III- Correspondance: voir rubrique correspondance.

IV- Mise au point aux camarades belges: voir texte dans le présent bulletin destiné à préciser la position d'ICO quant aux liaisons avec d'autres camarades ou groupes, ICO paraissant avoir été mis en cause dans des discussions entre les groupes "Socialisme et Liberté" (anarchiste) et "Unité Ouvrière" (essai de fédération de groupes d'entreprise).

V- Orientation d'ICO (voir texte pages I2-I3 du bulletin de février).
Un nouveau texte sera publié, plus complet, qui servira de base à une discussion écrite et éventuellement à une réunion spécialement consacrée à cette question.

VI- Prochaine réunion:

SAMEDI 18 MARS
heure et lieu habituels

VII- Discussion avec des camarades de "La Voie" sur le travail dans les syndicats le texte résumant cette discussion figurera dans le prochain bulletin.

oooooooooooo

correspondance

- d'un camarade de Paris:

" Merci de l'envoi régulier de I.C.O. C'est peut-être la première fois depuis longtemps que je rencontre des informations objectives, honnêtes, libérées de tout esprit partisan".

- d'un camarade d'Allemagne - Essen - Ruhr

... Le danger fasciste n'est pas un vain mot, les incidents suivants le prouvent:

il y a quelques mois, j'ai pris quelques consommations dans un café ouvrier à Essen-West, Koelnerstrasse. Un monsieur qui vantait les mérites d'Hitler: je répondais vertement que M.Hitler était un criminel. Les autres consommateurs se liguaient contre moi et pour peu je fus rossé et jeté à la rue. Plusieurs semaines plus tard, un homme au comptoir vantait également les mérites d'Hitler, je lui répondais de la même façon et comme il était seul, il n'y avait pas de menaces. Ces messieurs sont courageux quand ils sont nombreux. Dans un train j'eus une discussion semblable, deux couples d'une cinquantaine d'années discutaient avec moi, ils attaquaient ouvertement les juifs et si ceux-ci furent persécutés par les nazis, c'était de leur faute, car ils volaient tout le monde.

L'association des entrepreneurs a réussi son coup, nous avons plus de 600.000 chômeurs, l'ouvrier se plie car il craint de perdre son travail. Dans certaines entreprises les patrons ont proposé aux ouvriers d'être d'accord avec une

réduction de 40% de salaire ou de quitter leur travail. Dans le bâtiment le travail à la pièce fut transformé en travail à l'heure. Le travail est le même, le rendement est le même, mais la paye est diminuée de 28%. Mais cette réduction de salaire n'est pas acceptée par tout le monde. Une trentaine d'ouvriers d'une fabrique de brocs à lait d'Essen-Werden, s'est rendu à l'Office du travail et a réclame chômage, ce qu'on leur refusait, car soi-disant ils auraient quitté volontairement leur travail et n'y avaient pas droit. Cette manifestation s'est poursuivie pendant des heures et finalement le directeur de l'Office du travail est intervenu personnellement.

Le lendemain un poseur de tuyaux avait la même malchance avec l'Office, mais pour toute réponse, il a brisé le matériel de bureau, chaises, tables, tiroirs, armoires et pour un peu il aurait jeté l'employé par la fenêtre."

- d'un camarade de Grenoble:

"... Je t'adresse aussi le dernier numéro du "Courrier de la République" (édition grenobloise) publié par les amis de Mendès-France. Le bordel électoral a sérieusement commencé, dans un style "à l'américain" (pages entières de publicité dans le principal quotidien du coin, défilé de personnalités, réunions sur réunions avec gadgets, etc..) Tout ce remue-ménage n'a pas emballé le "bon peuple", pour l'instant. A part cela, la situation économique se détériore de plus en plus. Les prix grandissent, les centimes additionnels augmentent, plusieurs boîtes (notamment dans le bâtiment) licencient du personnel ou ferment leurs portes. Les Jeux Olympiques vont coûter cher à Grenoble..."

- d'un camarade du Midi:

"... Je suis un vieux militant syndicaliste-libertaire, âgé de 68 ans donc à la retraite. Je voudrais vendre deux volumes de l'Encyclopédie Anarchiste éditée sous le contrôle de Sébastien Faure. Je n'ai que les deux premiers tomes jusqu'à la lettre N, reliés. Les autres disparus. Le livre de Pierre Besnard Les syndicats ouvriers et la Révolution Sociale, et l'Ethique du syndicalisme. Cela pourrait intéresser vos jeunes militants, quant à moi, après une vie de labeur je suis au repos. Faites-moi une offre de prix."

- d'un camarade de Dakar:

"... Ici le blocage des salaires depuis 1960 et l'élévation du coût de la vie (le Kg de riz aliment de base est passé de 30 à 42 fr en 2 ans) a fait sortir le mouvement syndical de sa léthargie dans l'orbite de l'Etat. On va vers des grèves." (il s'agit de francs africains, environ 100 A F

- d'un camarade postier de Paris:

"... pour en revenir à la poste, tu parles d'un tract signé "des auxiliaires conscients". Les deux auteurs en sont deux jeunes pro-chinois de 18 ans qui ont été renvoyés et ont voulu faire à cette occasion de l'agitation parmi les auxiliaires. Deux gars fanatisés par la "révolution culturelle". Deux étudiants qui prétendaient, il y a quelques mois avoir interrompu leurs études, et qui les avaient reprises quand ils ont été renvoyés. Leur tract et proposition de réunion ont eu peu de succès à ce que j'ai pu en savoir (ils ne travaillaient pas dans la même brigade c'est-à-dire les mêmes nuits que moi).

" de toute façon leur tract y était peu propice pour plusieurs raisons, entre autre à cause de l'insistance sur le problème des étudiants: il y a au maximum 5% d'étudiants à la poste. Parmi eux nous avons rencontré les 2 pro-chinois, un trotskard (de la Vérité) un nazi, un noir castristo, un stal pro-russe, et des rien du tout. Aucun ne présente le moindre intérêt. Ça tendrait à justifier notre opinion sur les étudiants puisqu'à priori les moins réactionnaires sont plutôt ceux qui travaillent comme employés. "

- lettre d'Espagne:

" .. il ne faudrait toute une semaine pour te raconter ce qui se passe ici. Chaque jour nous avons un nouveau chapitre.

Après avoir annoncé que le salaire minimum était de 84 pesetas aucune entreprise ne veut le payer et les patrons prétendent que nous touchons plus si l'on ajoute les primes (le ministre du travail leur a donné cet argument).

La cause de ceci nous sommes à la veille des luttes... Il y a démarches chez les ministères intéressés (nous sommes un service public: RENTE). Les "enfances" (délégués d'atelier) sont en réunion permanente. Si la réponse n'est pas favorable nous débrayerons une heure pour commencer. Nous ne sommes pas les seuls. Il y a à Madrid beaucoup d'entreprises qui sont dans une situation pire. Les ouvriers arrêtent des journées entières pour des motifs différents mis tous en rapport avec la question monétaire...

Nous avons fait une quête pour les copains grévistes de Bilbao "

- une expérience ouvrière:

(cette lettre est une réponse d'un camarade d'ICO et fait suite aux articles publiés sous ce titre dans les numéros 50-51 et 52, juin, juillet septembre 1966)

"Le manque de temps seul est cause du retard de six mois apporté à cette réponse et non le refus de continuer le dialogue que nous avions entamé à partir de ton expérience à la centrale d'Ambès.

"Au point où en est arrivé notre débat je crois que nous ne pouvons éviter de le poser en termes plus généraux. Tu l'orientes d'ailleurs dans ce sens lorsque tu exposes au début de ta lettre ce qu'est le syndicalisme: une structure pour une société socialiste future que l'on peut atteindre en luttant à travers des organes différents bien que portant le même nom) existants dans la société capitaliste présente; cette lutte présente, tu tentes de l'orienter vers ce but final par des propositions de réformes de la vie et de l'action syndicale (à l'intérieur de la CGT). Concrètement cette réforme présente du syndicat tu la mets en pratique sur le plan de ta boîte(c'est ce que tu nous as expliqué dans ta première lettre), tu tentes de la faire adopter par d'autres militants du syndicat (c'est le sens de la motion sur la vie et l'action syndicale que tu as adressée au 23ème congrès national de la CGT).

"Je n'aborderai pas ici des points dont nous pourrions discuter (mis qui sont finalement secondaires par rapport aux positions fondamentales que contient ton exposé): par exemple l'ambiguïté des termes syndicat et syndicalisme la naïveté de croire qu'une modification puisse être apportée à l'orientation d'un appareil syndical tout entier entre les mains d'un parti et dont la fonction dans la société capitaliste est de plus en plus précise...

" Le véritable débat est au fond un débat idéologique à savoir si les structures- y compris les structures ouvrières (organisations et syndicats) sont le produit des techniques et de l'économie ou bien si les hommes, au lieu d'être des instruments peuvent orienter par leur action ou leur propagande les dites structures dans un sens différent de celui qu'elles prennent par le cours des choses en référence à une vision idéaliste de ces structures. La réalité de ce débat idéologique est d'ailleurs plus complexe que cette simple formulation schématique. Car les structures même si on les considère comme le produit de conditions techniques, économiques et sociales sont réalisées par des hommes qui peuvent les présenter comme "progressistes", les idéaliser alors même qu'ils sont en train de faire autre chose: l'exemple de l'histoire des syndicats ouvriers est très significative à cet égard. Partant, celui qui paraît maintenant idéaliste et se bat au nom de certains rapports ou structures futurs peut tout aussi bien exprimer les conséquences d'une réalité économique qu'il ignore et même dont il nie la relation

avec ses propres idéaux.

"Ces débats idéologiques sous-tendent toutes les discussions sur la manière de militer, sur la propagande, sur l'action, sur l'organisation. Quant aux travailleurs, ils s'en fichent éperdûment, ils se servent des militants ou organisations à leur portée comme on se sert d'un marteau pour enfoncer un clou mais si l'outil n'est pas adéquat, ils le transforment ou en créent un nouveau.

"Pour juger de la classe ouvrière aujourd'hui et de ses luttes, tu te places du point de vue de ta vision idéaliste et non du point de vue de la réalité. Je reprends tes propres termes: " esprit du moindre effort... passifs.. stagnation de la pensée ouvrière... l'évolution des travailleurs en ce sens est décadente..."

"Le mouvement réel de la lutte de classe des travailleurs est ce qui se produit dans la pratique et non ce qui se présente dans notre tête. On pourrait même dire que c'est ce mouvement réel qui est le socialisme et non des théories ou un état défini et définitif de la société. Or par rapport à toutes les idéologies que furent celles de toutes les organisations des cinquante dernières années qu remarque-t-on? Que c'est un phénomène général dans tous les pays, que les groupes, partis ou syndicats, quel que soit leur but, même en l'acomodant le plus possible au goût du jour, perdent de plus en plus de leur importance. Et pourtant, malgré cela, la lutte de classe prend plus d'importance et de profondeur; par exemple la société capitaliste doit développer des moyens démesurés toujours plus puissants et plus subtils pour continuer à dominer les travailleurs; autre exemple que tu peux observer, l'impossibilité de pratiquer directement à l'égard des travailleurs comme il y a seulement 20 ans, pour former une usine, pour réduire des avantages, pour installer une nouvelle machine... C'est un sujet que l'on pourrait développer amplement.

"Seulement cette lutte de classe ne se développe absolument pas de manière "classique". Bien peu s'y intéressent et d'une certaine manière (et c'est même sa principale raison d'être), elle échappe aux investigations. Elle n'est pas le résultat d'une propagande puisque toutes les propagandes déplorent qu'elle "n'existe plus" et que les travailleurs sont "amorphes". Sous cette forme souterraine actuelle, elle prend son origine dans les conditions sociales présentes, lesquelles incluent précisément la tentative de domination par tous les appareils ou toutes les idéologies.

"Ce que tu dis et plus particulièrement ton texte montrent que tu penses qu'il est indispensable d'apprendre aux travailleurs comment lutter. Nous pensons au contraire que ce sont les travailleurs qui nous apprennent à chaque moment comment ils luttent. Tu as exposé tes idées dans un long texte, tu as tenté d'éduquer par des réunions suivies les travailleurs qui t'entouraient. Et devant la minceur des résultats tu t'inquiètes du fait décevant qu'ils ne possèdent pas de "conscience de classe" et qu'ils auraient besoin d'être vissés pour te donner raison.

"Mais précisément, s'ils ne sont pas vissés, c'est parce que les dirigeants ne peuvent pas les visser plus, c'est parce qu'ils luttent; ils lutteront d'une autre manière une autre fois, pas parce que tu auras prêché la bome parole et laissé des semences mais parce que les conditions économiques et sociales auront changé et que la lutte de classe prendra de ce fait, d'autres formes.

"C'est en ce sens que nous t'avions écrit dans notre réponse que nous ne pensions pas " qu'une lutte à travers le syndicat puisse avoir une valeur quelconque". Comme travailleur, seul ou dans toute lutte avec tous les autres travailleurs, le syndicat peut être utilisé -comme instrument avons-nous dit-: c'est pour cela que nous ne faisons pas d'anti-syndicalisme - pas plus que du syndicalisme. Nous essayons de comprendre ce que c'est actuellement. Ça existe dans la vie du travailleur comme le métro qu'il prend le matin, la pendule à pointer, la cantine,

et le bureau du personnel. Mais il n'est pas utilisé parce qu'il représente quelque chose, mais par ce qu'il fait partie de la société que l'on vit. Militier dans le syndicat a une toute autre signification que le travailleur qui le prend dans une lutte d'une manière ou d'une autre; c'est que tu penses que tu dois mener une action pour entraîner les travailleurs et que tu leur apportes la solution qu'ils doivent adopter dans leur lutte sous peine de se voir traiter de travailleurs sans conscience de classe ou de décadents...

"Ne penses-tu pas que ce que tu appelles la stagnation de la pensée ouvrière n'est pas plutôt l'inadaptation totale des hommes des organisations au monde ouvrier d'aujourd'hui. Situation tragique d'ailleurs car, reconnaître cette réalité, c'est admettre qu'ils ne sont plus rien, inexistantes par rapport à leurs propres perspectives. C'est ce qui explique pourquoi ils s'accrochent frénétiquement et au prix de toutes sortes d'acrobaties idéologiques aux schémas vieux d'un demi-siècle (et souvent déjà inadaptés à leur époque): la Charte d'Amiens pour les syndicalistes, le léninisme ou le trotskysme pour les partis, les penseurs anarchistes ou marxistes de plus d'un siècle pour les divers théoriciens (ce qui ne veut pas dire que nous rejetons tout ce qui est dans ces textes ou penseurs).

" Ne considère pas cette lettre comme "le mot de la fin": nous essayons de voir clair, c'est tout ".

- réponse du camarade:

"J'ignore si toute notre presse intéresse bon nombre de camarades, ce que je souhaite... Mais comme dit l'autre "il ne faudrait pas noyer le poisson" c'est pourquoi je vous demande que d'un commun accord nous prenions le parti de ne pas étendre notre débat sur le plan général quitte à y revenir ensuite lorsque nous aurons tiré des conclusions sur le problème tel qu'il apparaît, à savoir:

Vous: vous pensez que même dans les cas précis "je vous en cite un nouveau". Si les ouvriers ne disent et ne font rien, c'est parce qu'ils jugent qu'ils n'ont rien à dire et faire.

Nous: nous pensons que si les ouvriers ne disent et ne font rien, c'est par le fait qu'ils ne veulent pas se mouiller et qu'ils sont dans ce cas ennemi du moindre effort.

Par exemple: Ordre de grève CGT-CFDT pour le 1^o février 1967: après avoir entendu les échos des uns et des autres critiquant cette grève - à noter que suivant avis du dernier congrès CGT les grèves de 24h étaient périmées-, j'invite les ouvriers à se réunir.

Motif: grève du 1^o février 1967.- Vos délégués syndicaux sont vos porte-paroles- qu'avez-vous à dire.. que dirons-nous?..

Sur 60 adhérents: 15 présents- 14 étant contre cette forme de grève de 24h, 1 d'avis qu'il faut toujours suivre les mots d'ordres de la Fédération "ce n'est pas moi".

Qui de nous est ici dans le vrai?.. "

LUTTES OUVRIÈRES

Certains mouvements, purement syndicaux et qui rassemblent à peine 10 % des travailleurs, comme la grève du 1^{er} février, sont abondamment commentés par la presse syndicale ou autre. Le spectaculaire est exploité par toutes les organisations - syndicats et partis - plus particulièrement en période électorale.

D'autres mouvements, comme la grève de la SNCF ou le conflit Dassault (dont nous parlerons dans le prochain bulletin) tout en exprimant des revendications ouvrières se prêtent aussi à exploitation syndicale à des fins politiques.

Par contre, de véritables luttes ouvrières, en France ou à l'étranger, n'ont guère la vedette

quelques lignes dans les pages des journaux. Comme pour la grève des dockers de Marseille, nous ne pouvons en dire que ce que nous en savons: bien peu. A chacun d'essayer de comprendre, d'après son expérience, comment des travailleurs peuvent ainsi affronter à la fois le patronat et les syndicats simplement pour tout ce qui les touche directement dans leur travail et dans leur vie.

Mines de Fer de Lorraine

A plusieurs reprises dans le passé les ouvriers avaient occupé les mines. Ils continuent beaucoup plus qu'ailleurs à utiliser de préférence cette arme de lutte.

- Mine de Rochonvillers (Moselle): grève de 12 jours en janvier pour obtenir une prime de rendement de 100 Frs qui a été accordée.

- Mine de Bassompierre-Aumetz (Moselle): 350 mineurs ont obtenu la réintégration à son poste d'un ouvrier muté à un autre service après un congé de longue maladie: ils avaient occupé la mine pendant 24 heures le 16 janvier et continué la grève pendant une semaine.

- Mine de Bazailles (Meurthe et Moselle): une cinquantaine de mineurs occupent le carreau de la mine contre le reclassement sans garanties de seize d'entre eux dans une usine de tubes, le 18 janvier.

Mines de charbon du Nord:

Le 26 novembre 417 mineurs se mettent en grève au puits N° 6 d'Angres-Liévin pour protester contre le non-renouvellement du contrat d'un mineur étranger, entraînant le chômage de 500 mineurs d'autres fosses.

Acieries de Micheville-Villerupt (Meurthe et Moselle)

Le jeudi 26 janvier 19 pontonniers se mettent en grève pour protester contre des mesures de réorganisation réduisant de 6 à 5 le nombre d'hommes d'équipe.

Les trains de laminoirs sont paralysés: la direction lock-out l'usine le mercredi 1^o février. 2800 personnes sont mises au chômage.

A 6h du matin, le jeudi, 2000 ouvriers sont rassemblés devant l'usine; 300 d'entre eux envahissent le bureau central. L'usine est occupée dans la matinée. Mais les dirigeants CGT et CFDT interviennent dès 9 heures et entament des pourparlers. Le jeudi après-midi un compromis est signé: les pontonniers sont maintenus. Le travail reprend. La question des suppressions de postes sera étudiée entre dirigeants et délégués et arbitrée par l'Inspecteur du Travail. Voici ce qu'un camarade de Lorraine écrit sur cette grève:

".. Renseignements pris, les ouvriers ont effectivement occupés les lieux de travail (pas tous). L'action a duré très peu de temps, les ouvriers ont obtenu partiellement satisfaction, le reste en promesse. (Ma source d'information est un délégué syndical.) En bref, pas une révolution bien sûr mais il est remarquable de voir que cette action a été accomplie à l'appel des syndicats mais ce sont les SYNDIQUES EUX-MEMES qui l'ont exigé. Ce qu'il y a d'excellent dans cette affaire, c'est qu'en Lorraine les travailleurs commencent à trouver cette méthode de revendiquer payante autant que naturelle depuis que les mineurs de Tucquemieux ont occupé le carreau de la mine; et quand on sait que la Lorraine est un département gaulliste à 80% cela veut dire quelque chose. Bref, le climat est toujours tendu dans Micheville, mon informateur était vertueusement indigné; il paraît que des camarades regrettaient la reprise du travail. Effectivement, le problème de fond n'est toujours pas résolu, à savoir: la continuité de l'emploi, l'avenir pour les enfants, l'impossibilité de se reclasser dans la sidérurgie (surtout pour les spécialistes, un manoeuvre trouve encore du travail). Ne nous trompons pas: des jours noirs se préparent dans le bassin lorrain. Les concentrations dans l'industrie du fer (la seule ici), l'organisation scientifique du travail sont les vraies causes

notes de lecture

les syndicats aux U.S.A

L'évolution vers le capitalisme d'état, forme ultime de la concentration capitaliste, est le trait dominant des sociétés industrielles qui tendent à s'industrialiser.

Là où, pour diverses raisons, une société d'exploitation confrontée à sa propre évolution se trouve en crise, se développe souvent une société totalitaire. Parti unique, syndicat unique constituent l'ossature d'un appareil de domination sur les travailleurs, soit direct, soit indirect (comités ou conseils ouvriers préfabriqués). Il est bien évident, dans ce cas, que le syndicat tire tout son pouvoir de l'Etat, notamment ses subsides, même si ceux-ci ne sont qu'un impôt de plus prélevé obligatoirement sur la paie des travailleurs, à défaut de subventions diverses plus directes. Il est tout aussi évident que le syndicat est une sorte d'administration au service de la classe dominante.

Dans la branche occidentale du capitalisme, les choses ne paraissent pas si nettes, à première vue tout au moins. Les syndicats, unifiés ou multiples, tentent de garder une façade mystificatrice, tout au moins en période calme. C'est nécessaire pour qu'ils puissent assumer efficacement leur fonction de "régulateurs" dans la société d'exploitation. Mais en période de crise (guerre, crise politique ou économique), sous des vocables divers, c'est une forme "dure" de domination directe proche de celle des sociétés totalitaires qui prévaut sur la forme plus souple.

Les conflits économiques entre capitalisme "libre" et capitalisme d'état qui divisent les sociétés capitalistes divisent aussi les syndicats et souvent même un syndicat (par exemple FO et la CFTC-CFDT). Ces "options" recourent, tout comme pour les partis politiques, des liens divers avec tel ou tel secteur d'activité et se relient naturellement à des options internationales. Dès avant 1914, ces tendances se faisaient jour. Ce n'est pas la fonction du syndicat qui est en cause mais la manière de l'exercer : Après la guerre de 1914 les liens internationaux se précisent, à la mesure du développement et des rivalités économiques, chacun se tournant vers les modèles qui lui paraissent les plus propres à résoudre les problèmes qu'il affronte pratiquement : sur ce plan, syndicats "libres", chrétiens, staliniens, prochinois, etc... n'ont rien à s'envier dans la défense "idéologique" d'un capitalisme français et étranger.

Le soutien financier qu'un syndicat peut recevoir hors ses cotisations syndicales paraît tout-à-fait normal dans cette perspective. Les subventions de l'Etat, ou d'un autre Etat ou d'un groupe politique ou économique peuvent lui venir d'une manière directe ou indirecte, depuis les subventions pour Bourse du Travail ou formation syndicale ... jusqu'aux fonds secrets en période de guerre. C'est de bonne guerre entre groupes rivaux de s'accuser d'être "à la solde de". Mais cela n'a pas d'autre sens que d'illustrer la fonction syndicale dans les sociétés capitalistes.

Les "révélations" sur le financement par la C.I.A. (Agence Centrale de Renseignements - service d'espionnage américain) d'organisations syndicales - dont le syndicat ouvrier unique AFL-CIO et le syndicat d'étudiants n'ont rien d'extraordinaire : c'était évident depuis plus de 20 ans dans le monde occidental. Simplement on peut glaner quelques précisions édifiantes :

Pour les étudiants : "La C.I.A. dispensait du service militaire les dirigeants de l'Association Nationale des étudiants... La C.I.A. avait versé des millions de dollars au Conseil de la jeunesse américaine... et surtout à l'Assemblée Mondiale de la Jeunesse... La C.I.A. les subventionnait depuis plus de 10 ans. L'argent ne leur était pas versé directement mais par l'intermédiaire d'organisations

servant de façade à la C.I.A... Par an le chiffre était de 200.000 dollars (1 million de francs nouveaux) il y a quelques années, et il avait baissé progressivement jusqu'à 50.000 dollars (250.000 Fr) l'année dernière..." (Le Monde 14-15 Février 67)... quelque 3 millions de dollars depuis 1953 (15 millions de francs - 1 milliard et demie d'anciens francs).

Pour les syndicats: "L'infiltration du C.I.A. dans la centrale syndicale AFL-CIO est une bien plus grosse affaire que la révélation des subsides fournis par la C.I.A. à des associations estudiantines" (déclaration de Victor Reuther - bonze syndical du syndicat de l'automobile - U.A.W.)

"un cas sensationnel d'intervention discrète de la C.I.A. dans une élection au sein d'un syndicat affilié à l'AFL-CIO. Après que le candidat de la C.I.A. eut remporté l'élection, le personnel et le budget du syndicat ont augmenté, et ses activités internationales se sont subitement accrues en Amérique latine et au Moyen Orient".

Gageons que dans tout cela, on ne parlera guère ici de Force Ouvrière et soulignons encore que ce n'est pour nous qu'un exemple parmi d'autres touchant d'autres syndicats et d'autres états.

Plus intéressante nous paraît la "crise" présente du syndicalisme américain et la démission de Walter Reuther, président du syndicat de l'automobile U.A.W., du comité directeur de l'AFL-CIO. Cela rejoint le conflit - capitalisme libre, capitalisme d'état - syndicalisme libre, syndicalisme d'état; certains y trouveront un "renouveau du syndicalisme américain" en présentant Reuther comme un novateur aux "idées sociales avancées et hardies" (Maurice Lime - La Révolution Proletarienne - n° 524). Beaucoup plus juste nous paraît cet extrait du Monde qui situe Reuther comme un type autoritaire, ne supportant pas la moindre opposition, le modèle même du bonze syndical, et qui définit ainsi le mouvement syndical américain :

"La crise touche la nature même du syndicalisme aux Etats-Unis, lequel a abandonné toute fonction de contestation. Le "big labor" rencontre le "big business" pour discuter d'égal à égal; tous deux parlent le même langage. Que cette fonction d'intermédiaire puisse être remplie par d'autres voies, comme cela est souvent le cas dans le secteur tertiaire, et le syndicalisme perd tout son attrait, sa raison d'être, surtout s'il répugne, en dépit de motions officielles, à élargir le champ de ses activités. Quelles foules seraient soulevées par cette profession de foi de George Meany : "A parler franc, nous autres syndicalistes américains aimons le système capitaliste. Nous entendons bien, naturellement, le préserver dans nos efforts visant à améliorer le niveau de vie des travailleurs en améliorant le système lui-même. Mais nous n'entendons pas l'abandonner pour des chimères ou quelque fantaisie idéologique concoctée par ceux qui ne comprennent pas les besoins et les aspirations réels des travailleurs".

"Walter Reuther se garde bien d'attaquer le président de l'AFL-CIO sur ces principes. Il réserve ses flèches aux applications qui en sont faites ..."

Les deux critiques de livres sur le syndicalisme américain permettent de mieux situer celui-ci que ces brefs rappels de l'actualité.

Reste à savoir pourquoi tous ces faits viennent au jour maintenant, car il ne s'agit aucunement de faits nouveaux. La guerre au Viet-Nam doit rencontrer une opposition au sein de fractions importantes du capitalisme américain, celles-là mêmes dont les profits se trouvent menacés par la réduction de certains crédits (course à l'espace) ou les ponctions sur les revenus (automobiles par exemple); aussi peut-être la perspective de l'ouverture des marchés de l'Est qui ne peut se faire qu'avec la fin de la guerre. Péripétie propre au capitalisme américain et de quelle dimension ? Cela expliquerait à la fois l'attaque contre un anticommunisme qui n'est plus payant et le fait que Reuther, syndicaliste de l'automobile (donc de la consommation intérieure ou des exportations) soit l'homme momentané de cette situation.

Les Syndicats américains dans un tournant - Maurice Lime
(Editions syndicalistes)

Syndicalisme en péril ? La leçon américaine. - B.J. Widick
(Les Editions Ouvrières)

Deux titres qui suggèrent que les syndicats américains seraient entrés dans une période critique. Nous pensons qu'il s'agit simplement d'une phase d'adaptation. Déjà intégrés au régime d'exploitation, les syndicats américains sont en retard de quelques années sur l'évolution de celui-ci vers un développement plus poussé du capitalisme d'Etat. Certains, par exemple, restent attachés à la notion de libre entreprise et aux accords bilatéraux patronat-syndicats, alors que les leaders d'autres syndicats acceptent volontiers l'emprise de l'Etat qui s'efforce de transformer ses prérogatives d'arbitre en une tutelle absolue.

Bureaucratisés et hiérarchisés à l'extrême, les syndicats américains sont devenus les fiefs de dirigeants qui perçoivent des "salaires" analogues à ceux des directeurs des plus grandes firmes industrielles, et gèrent des capitaux également comparables à ceux des plus grandes entreprises financières. Le "syndicalisme" est leur affaire comme la production de bagnoles et le profit qui en résulte est l'affaire des grands patrons.

Oser parler de syndicalisme dans le vieux sens du terme à propos des syndicats américains est une odieuse mystification ou, pour le moins, participe d'une douce illusion dans leur redressement.

La prose de Maurice Lime s'apparente à la première catégorie. Elle rappelle celle de Mercier dans sa brochure "Le Syndicalisme libertaire" qui n'était qu'une réclame pour les syndicats et le monde dits "libres" (mêmes Ed. Syndicalistes). Quand on pense que ces auteurs se disent syndicalistes révolutionnaires !

Le livre de Widick, de beaucoup plus solide par sa partie critique, s'apparente, lui, à l'illusionnisme dans sa courte conclusion : le retour au syndicalisme.

Ainsi donc, deux livres. L'un honnête, celui de Widick, qui dénonce les tares des syndicats américains = bureaucratie, pourriture, affairisme, gangstérisme, pour en définitive espérer un redressement. L'autre, de Maurice Lime, qui ironise sur les conclusions de l'enquête sénatoriale dirigée par Robert Kennedy et, tout en reconnaissant les tares dénoncées par Widick, les minimise, exalte même les durs de durs que sont les chefs syndicaux, et nous baratine sur le rôle "civilisateur" des syndicats américains. Ceux qui liront ce petit livre décèleront aisément toutes les contradictions qui y fourmillent, car il n'est tout de même pas aisé de jongler avec les faits et de nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Maurice Lime fait notamment appel à quelques procédés démagogiques pour faire avaler ses couleuvres.

Par exemple, les chefs syndicaux américains sont ou des "supermen", ou de "grands caïds" (p.44) ou même de "grands caïds de la sociale", ou des "lutteurs idéalistes" (p. 46), ou "Hoffa, ce Cartouche syndicaliste" (p. 72), ou des "enfants bagarreurs des quartiers pauvres qui s'étaient élevés par leur action syndicale et par des pressions plus ou moins en accord avec la légalité officielle à la puissance d'hommes d'Etat (p. 7).

Pour ne parler que du passé, nous avons eu, en France, des types de cette espèce, les Jouhaux, Thorez, Doriot, etc... Des durs aussi, mais des enfants de choeur à côté des John Lewis ou James Hoffa - "L'exubérante vitalité" (M. Lime cite P. Waline) de ce genre de gangsters ne nous a jamais éblouis.

Autre procédé démagogique = chaque fois que M. Lime se trouve un peu gêné pour absoudre ses grands caïds, il a recours à la comparaison avec leurs compères de Russie et il triomphe, car "les syndicats américains, eux, sont de vrais syndicats"!

Dans sa conclusion "Les Syndicats, facteurs de civilisation", Maurice Lime qui a pourtant - c'était facile - écrasé Robert Kennedy, n'en fait pas moins appel à Humphrey, Vice-président des Etats-Unis, qui a "reconnu" que le syndicalisme libre est un des principaux fondements de la démocratie. Il n'y a vraiment pas de quoi se vanter ! Nous sommes bien d'accord que les syndicats soient actuellement des piliers de cette "démocratie" qui recouvre pudiquement le système d'exploitation. Dans ce dernier chapitre, l'auteur fait évidemment état des récentes conquêtes des syndicats. Tout est oeuvre des syndicats, s'exclame-t-il ! En oubliant que ces syndicats et leurs caïds font de bonnes affaires en utilisant la combativité du prolétariat américain qui ne s'est jamais démentie depuis près d'un siècle.

Enrobées dans la démagogie et la propagande pour les syndicats "libres", les critiques contenues dans ce livre perdent leur importance. Et cependant, si l'on s'en tient aux faits, l'analyse n'est pas si mauvaise. Voyons plutôt :

"Le maniement quotidien de millions de dollars a certainement contribué à la formation du type américain de dirigeant syndical, plus près des technocrates avec lesquels ils sont en pourparlers "d'affaires" que d'un syndicaliste européen".

"John Lewis, en 1947, déclarait devant une commission parlementaire : "Une organisation syndicale est une maison d'affaires. Elle doit maintenant soutenir la concurrence, dans une large mesure, à la manière d'une entreprise. Elle doit être menée de la même façon"... "Présidents inamovibles, ces grands caïds du pays de la démocratie qui ignorent le roulement des cadres, touchent des traitements proprement technocratiques." (p. 44)

"Il est même arrivé que des "organisations usèrent de la manière forte pour faire respecter la discipline syndicale, ce qui est particulièrement révoltant quand il s'agit, non pas de tactique syndicale, mais d'appliquer des "contrats d'amoureux" au seul bénéfice des chefs acoquinés avec les patrons" (p. 52).

"Tous comme les patrons encore, les syndicats arrosent la presse et les fonctionnaires. Aux juges et hommes politiques, ils promettent par surcroît leur appui non négligeable aux élections"(p. 52)

"On comprend que pour libérer discrètement les sommes énormes nécessaires à ces "arrangements" les comptables et trésoriers des syndicats, sous la responsabilité de leur président, aient été obligés de faire pas mal d'acrobaties dans leur comptabilité"(p. 52)

Voyons le chapitre intitulé "Les Syndicats et la politique". Les syndicats américains "ont réussi à échapper à tous les noyautages, le socialiste, le catholique et le communiste", affirme M. Lime. Mais dans toutes les élections "ces syndicats invitent évidemment leurs adhérents à voter pour les amis des syndicats". En 1958, 172 représentants amis sur 277, 23 sénateurs amis sur 30, 16 gouverneurs amis sur 22, furent élus. (malgré cette majorité d'amis, les syndicats essuyèrent la grave défaite de la nouvelle loi du Travail, d'après C. Jullien).

Pour cette propagande électorale, l'AFL-CIO a créé le C.O.P.E., véritable parti travailliste, avec cotisations à part, sauf qu'il ne présente pas encore de candidats... Les chefs syndicalistes font partie du comité électoral des candidats amis, républicains ou démocrates (p. 57)

Mais si Maurice Lime raconte volontiers cette participation des syndicats à la vie politique américaine, il est moins prolixe quant à l'activité politique internationale des syndicats américains. Il se limite à dire que l'AFL-CIO a l'habitude d'adopter en politique étrangère la position du Département d'Etat, après avoir fait l'Union sacrée au cours de la guerre. Or, tout le monde sait que les syndicats américains agissent de tout leur fric par l'intermédiaire de la Centrale internationale des Syndicats "libres".

Ne dit-on pas même que le C.I.A. recrute des agents au sein des Syndicats "Libres" de tous pays. Comme les Russes, aurait pourtant pu dire Maurice Lime, mais le sujet est peut-être un peu trop scabreux.

Les syndicats américains sont dans un tournant. Quel tournant ? Passer de la politique des accords patronat-syndicats à celle de la tutelle de l'Etat supervisant et imposant de tels accords. L'attaque d'un Robert Kennedy contre le syndicat des transporteurs et son chef Jimmy Hoffa a eu effectivement pour but de soumettre le plus puissant syndicat américain pratiquant la politique des accords bi-latéraux patronat-syndicats, pour le plus grand bien de l'industrie des transports, nous dira Widick. Depuis nombre d'années déjà, l'Etat exerce cette pression. Et de grands dirigeants comme George Meany et W. Reuther se font faire douce violence. Ils ne sont pas à un degré près dans l'intégration au système. En tout cas, on se demande bien en quoi cette crise d'adaptation peut intéresser les travailleurs.

B.J. Widick, ancien fonctionnaire syndical du second syndicat américain, celui des travailleurs de l'automobile, celui de Reuther, nous présente dans son livre une analyse critique du "syndicalisme" américain qui aboutit au voeu pieux de retour au syndicalisme sans guillemets. On sent la sincérité de l'homme qui déplore l'état de pourriture avancée de ces syndicats auxquels il a beaucoup cru. Certes, Widick est un intellectuel, ce n'est pas un de ces "enfants bagarreurs des quartiers pauvres" chers à Maurice Lime, mais il connaît bien ce qu'il décrit et, en tant qu'intellectuel, ce qu'il regrette, c'est que les syndicats actuels ne puissent plus attirer les jeunes qui reçoivent une formation syndicale dans les centres spécialisés, car l'enthousiasme et l'idéal font défaut.

On retrouve chez Widick la même crainte qu'exprime M. Lime concernant la tutelle de l'Etat.

"Il serait catastrophique que les exagérations auxquelles ont donné lieu les conventions collectives et les imperfections de leur technique entraînent l'arbitrage obligatoire avec sa menace pour les droits démocratiques et la liberté humaine"

"Tel est le défi qu'ont à relever les syndicats et le patronat" (p. 79)

Comme on le voit, Widick défend aussi la libre entreprise. Il va sans dire que notre réflexion ne signifie pas que nous considérons le capitalisme d'Etat comme "progressif", à l'instar de tous les tenants des idéologies technobureaucratiques. Loin de là, mais la mutation qui s'opère au sein de la classe dirigeante ne nous fera jamais prendre la défense de ces pauvres patrons ... dont les fils deviennent technocrates et visent plus haut que l'entreprise familiale.

Widick développe les mêmes thèmes que M. Lime = Bureaucratie: Citons seulement ce portrait de George Meany, Président de l'AFL-CIO =

"Il est le type de l'organisateur brillant dans notre société moderne bureaucratique. Porte-parole officiel de l'AFL-CIO auprès des pouvoirs publics et du Congrès, il est le symbole de cette hiérarchie qu'ont instaurée les syndicats. C'est le bureaucrate au service de la bureaucratie... sa pensée est une synthèse des idées de la hiérarchie, un reflet de la bureaucratie" (p. 208)

Quant à son genre de vie (même page) : "Chrysler avec chauffeur en uniforme ou Cadillac personnelle, demeure confortable à Bethesda, membre d'un "Country-Club", golf, chasse au canard ou au raton-laveur, restaurants pour fins gourmets, etc... sans oublier qu'il prend place aux côtés du Président des Etats-Unis lors des dîners offerts aux syndicalistes à la Maison Blanche.

Affairisme et corruption:

"D'un point de vue démocratique le scandale dévoilé lors des séances de la commission Mc Lellan n'est pas la corruption du mouvement syndical (la commission Kefauver avait fait des révélations sur le racket dans notre système social dix ans auparavant). Le scandale, ici, ce sont les tripotages, les combines en haut lieu, auxquelles la base reste étrangère, c'est l'écrasement de l'individu par la machine syndicale, c'est le destin tragique de réformateurs isolés qui ont essayé de modifier le système" (p. 85)

Politique : A l'encontre de M. Lime, ce que Widick regrette c'est le déclin du pouvoir politique des syndicats :

"Les syndicats se transforment sous la pression des événements politiques plutôt qu'ils ne transforment d'eux-mêmes notre société. Voilà une des raisons majeures qui maintiennent la politique américaine au point mort..." (p. 148)

Et Widick souhaite la formation d'un parti travailliste. Laissons-lui ses illusions quant aux bienfaits d'un tel parti. Les travailleurs anglais en connaissent un bout sur la question.

Les syndicats et le problème des Noirs : Widick en dit beaucoup plus que Maurice Lime : Les syndicats n'ont pas abattu les barrières raciales en leur sein, leurs dirigeants s'opposent à l'élection de Noirs à des postes responsables, les Noirs votent contre les candidats "amis" des dirigeants syndicaux.

Alors que Maurice Lime monte en épingle les conquêtes des syndicats, Widick consacre la deuxième partie de son livre aux "Défaites sur le front syndical". Concernant le discrédit du syndicalisme aux U.S.A. voici ce qu'écrivit Widick :

"Les belles apparences ne sauraient dissimuler le triste état du mouvement syndicaliste, pas plus que les belles paroles ne pourraient pallier la stérilité intellectuelle de la plupart des leaders : il suffit pour s'en convaincre de regarder les visages avachis au sommet de la hiérarchie. Certes, ce mouvement est trop riche, trop puissant, trop bien intégré dans les structures industrielles de notre société pour se laisser troubler par des prophéties pessimistes... Ce n'est pas un mouvement imprégné de philosophie bourgeoise et aux allures de grosse entreprise financière qui est susceptible d'attirer les populations affanées du monde..." (p. 58)

Ce qui manque évidemment dans ces deux livres, c'est l'opinion des travailleurs américains envers leurs syndicats. Il y est fait quelques allusions de ci, de là. Un livre consacré à ce sujet n'existe pas, à notre connaissance. Nous n'avons également que très peu d'informations sur les "grèves sauvages" qui éclatent dans l'industrie des U.S.A. Elles seraient généralement très limitées, comme en France.

ooooo

suite de la page 19

des licenciements massifs dont on ne parle d'ailleurs presque pas dans les journaux, et pourtant quel beau sujet de propagande électorale. Pour citer un cas Lorraine-Escout en trois ans n'a pas embauché 20 employés nouveaux (exception faite des dactylos). Quand on parle de licenciements dans les mines de fer, on parle de la concurrence du minerai de fer Mauritanien, mais ce que l'on dit très rarement c'est que certaines mines ont TRIPLE leur production en 10 ans tout en ayant un effectif réduit du tiers (Tucquemieux entre autre). Il n'est pas étonnant dans ces conditions que des ouvriers pensent revenir "à 36".

Australie: 3000 manifestants ont tenté de prendre d'assaut le parlement de l'état de Victoria suite à la condamnation à mort de Ryan, 41 ans, qui avait tué un gardien de prison lors d'une évasion. Cet écho du Monde, 27 janvier, parlait de manifestants "tous syndicalistes". Il n'y en avait pas plus.

oooooooooooo

A P R O P O S

d'insultes et de provocations et de leur théorisation

" J'ai subi une brusque onnée de papiers situationnistes, parisiens et strasbourgeois" nous écrit un camarade. Un camarade a été frappé par le caractère de la querelle qui a surgi dans les milieux situationnistes eux mêmes. Il a écrit ses observations en langage situationniste et un autre camarade a essayé de le traduire en langue vulgaire, la seule parlée par la plupart des camarades d'ICO.

"Nous avons compris que par "théorie de la cohérence" nos camarades de l'I.S. entendaient trouver une signification à l'ensemble des contradictions sociales dans lesquelles nous vivons; et nous étions d'accord avec eux lorsqu'ils s'efforçaient de percevoir derrière l'apparente complexité des rapports humains une tendance à l'unité, un ensemble qui puisse échapper à l'arbitraire d'une pensée affectée par la compétition.

L'aptitude à être le plus haut moment de la conscience ne pouvait représenter dans notre esprit que cette attention fondamentale qui se libère de l'aliénation des rapports de marchandises, et non pas ce mot dénué de sens derrière lequel il est habituel de se placer afin d'éviter toute discussion.

"L'hérésie" telle qu'elle est pratiquée dans l'article "attention trois provocateurs" et dans des articles précédents ne nous semble pas le moyen le plus efficace pour venir à bout des difficultés qui surgissent des différences d'opinions exprimées à l'intérieur d'un groupe, par le simple fait que ses éléments composants sont les produits d'une société "frustrante" et par conséquent limitative en toutes directions. Rappelons que l'insulte est non seulement un mode d'interprétation erroné, mais également l'expression d'un mode d'existence aliéné; et il serait vain de vouloir créer à partir de son usage une théorie et une pratique révolutionnaire.

Dans ce sens, si l'on entend par esprit révolutionnaire l'aptitude à dépasser les structures mentales qui correspondent à la production et à la consommation compétitive de marchandises, cette aptitude peut-elle se satisfaire notamment des méthodes habituelles du spectacle... qui supposent une différence d'essence entre spectateur et acteur... et partant une division arbitraire des Hommes entre eux- anhistorique- Lorsque l'action en vient à se passer de l'interprétation, elle crée une machine policière et répressive-figée dans son devenir-à l'image de toute forme de domination.

qui amène l'I.S. à faire justement, la critique du "spectacle" c'est-à-dire d'une différence essentielle entre spectateurs et acteurs, exécutants passifs (dans le travail comme dans la consommation) et dirigeants actifs. Si l'on oublie cela, toute action, même celle menée au nom d'une théorie valable (par exemple la critique de la notion de "spectacle") mais qui utilise les méthodes mêmes de la société de domination, devient une machine policière et répressive, devient elle-même un "spectacle"- sans qu'il soit possible de lui retirer ces caractères à l'image même des autres formes de domination.

Nous pensions qu'en parlant de "théorie de la cohérence", nos camarades de l'I.S. essayaient de trouver un sens général à toutes les contradictions dans lesquelles nous vivons et nous étions d'accord avec eux lorsqu'ils s'efforçaient de découvrir derrière la complexité apparente de la société les éléments simples d'une explication qui ne soit pas de la propagande pour une organisation, un système ou une doctrine.

Cette possibilité d'atteindre ce niveau de discussion et d'explication, ce dépassement des attitudes traditionnelles correspond pour nous à la libération totale de l'aliénation qui résulte de la situation de chacun de nous comme travailleur et consommateur; ceci ne doit pas être de simples mots- parmi d'autres- dont on se pare pour éviter toute discussion et qui n'ont plus dans ce cas aucun sens.

Dans les tracts de l'I.S. (et notamment celui intitulé "attention trois provocateurs") le ton et le niveau de la polémique ne nous semblent pas les moyens les plus valables pour exprimer -et résoudre- des difficultés qui surgissent de différences d'opinions exprimées à l'intérieur d'un groupe; chacun de ceux qui participent à ce groupe sont plus ou moins déterminés et influencés par leur condition dans la société, laquelle d'une manière ou d'une autre, dans tous les domaines, limite, brime, dévie leur développement libre et harmonieux d'homme. L'insulte telle qu'elle a été et est souvent maniée dans toutes les organisations ou entre individus apparaît non seulement comme une fausse méthode de discussion, mais également comme l'expression d'habitudes d'une pensée toujours dominée par la société présente. A partir de l'utilisation de l'insulte, il nous paraît vain de tenter de discuter de la théorie et de la pratique révolutionnaire.

Par "esprit révolutionnaire" on peut comprendre la capacité de dépasser les habitudes et les manières de pensée qui correspondent à celles qui nous sont mises dans la tête par notre "fonction" dans la production et la consommation de marchandises dans la société capitaliste avec comme base la compétition. Il ne nous semble pas que le dépassement de notre condition (ou mise en condition) puisse se réaliser par les méthodes habituelles de toute la société de domination qui supposent une division arbitraire entre les hommes, cette division même

MISE AU POINT

A la suite d'une correspondance avec des camarades belges des groupes "UNITE OUVRIERE" et "SOCIALISME et LIBERTE", il nous apparait nécessaire de préciser à la fois les rapports d'ICO avec ces camarades belges et comment nous concevons les liaisons avec des camarades ou groupes étrangers (ou français, c'est pour nous la même chose)

I Liaisons avec des camarades belges

Pendant longtemps, les liaisons d'ICO en Belgique ont été des camarades isolés; un de ces camarades, habitant Liège est devenu en 1964 l'éditeur responsable (simple prête nom) de la Voix Ouvrière de Cockerill-Ougrée; il en résulta un échange de bulletins (première mention dans ICO n° 34 - décembre 64).

Au cours de la grève de Zwartberg des contacts furent pris à Liège début février 1966 entre des camarades de VO de CO, un camarade hollandais et un camarade d'ICO. D'autres contacts furent aussi établis entre des camarades de VO de CO et un autre camarade d'ICO début mai 66 lors de la grève de la FN à Herstal. Lors de ces prises de contact, les discussions concernèrent d'abord les mouvements qui avaient amené ces camarades en Belgique et ensuite l'activité respective des groupes, ceci sur un pied de stricte égalité, sans qu'à aucun moment les uns ou les autres essaient de faire prévaloir une conception politique. Dans ces discussions, il ne fut nullement question des groupes "Socialisme et Liberté" (anarchistes) ou "Unité Ouvrière" et à plus forte raison de liens entre ces groupes et ICO.

A la rencontre internationale de Taverny de juillet 66 des camarades de VO de CO participèrent avec des camarades de "Socialisme et Liberté", ces derniers contactés par les camarades de Voix Ouvrière; un camarade du groupe "Unité Ouvrière" avisé de cette rencontre s'excusa de ne pouvoir y participer et envoya des textes; dans une lettre ce camarade indiquait avoir des positions proches de celle des autres camarades belges.

Depuis cette réunion, les seuls échanges de lettres avec ICO furent:

- pour "Socialisme et Liberté" une mise au point sur les divergences profondes d'ICO avec la Révolution Proletarienne, que les camarades belges présentaient comme des contacts possibles.

- pour "Unité Ouvrière" des observations sur le premier bulletin de ce groupe.

A aucun moment il ne fut envisagé de "liens" entre l'un de ces groupes et ICO (pour la bonne raison que cette conception est étrangère à ICO); au contraire, à plusieurs reprises, il fut souligné les divergences, notamment avec les camarades de "Socialisme et Liberté".

II LES LIAISONS D'ICO

Sur ce qu'est ICO, il suffit de lire les positions exprimées en dernière page du bulletin. Les liaisons avec d'autres camarades ou d'autres groupes français ou étrangers se définissent sur ces mêmes bases. Nous ne participons pas aux manifestations d'un autre groupe, mais chacun des camarades participant à ICO reste libre de le faire à titre personnel.

Aucun groupe ne peut donc se réclamer d'un "soutien" d'ICO, pas plus que d'un "lien" quelconque. Si un groupe essaie de se réclamer de "bases" semblables à celles d'ICO, cela ne modifie pas les rapports d'ICO avec ce groupe: même liberté réciproque d'expression, d'action et de critique, tout comme il en serait à l'égard de tout groupe, même si il ne se réfère en aucune façon à ICO.

Comme tout camarade participant à ICO estime avoir toujours à apprendre d'un autre groupe ou camarade tout en gardant sa liberté entière de discussion et de critique, de même l'ensemble des camarades d'ICO estiment avoir toujours à apprendre d'un groupe quelconque quel qu'il soit, chacun de ces camarades étant libre de ses opinions et de ses rapports avec ce groupe.

Nota: Nous rappelons que, à notre connaissance, il n'y a pas de liens entre "La voix ouvrière de Cockerill Ougrée" et les groupe trotskyste français "Voix Ouvrière".

L'Anarchisme-Communisme dans la Révolution

(brochure de L'UGAC) (Edith Dard - BF III4 - Paris Xe)

Cette lettre de l'Union des Groupes Anarchistes Communistes au mouvement anarchiste international (UGAC) a pour objet d'exposer les thèses de ces groupes et leurs projets. L'UGAC proclame son intention de rendre à l'anarchisme sa vocation révolutionnaire (et de renverser la tendance qui mènerait celui-ci au réformisme) et de contribuer au rassemblement de divers courants, anarchistes et "marxistes révolutionnaires", dans un "Front international révolutionnaire".

Ce programme passe par une réaffirmation des principes anarchistes, une critique des courants qui s'en réclament tout en s'écartant à plus d'un égard des principes précités et enfin une analyse de la situation actuelle et des perspectives qu'elle ouvrirait. Des deux premiers points, on ne saurait dire grand chose dans ICO, attendu qu'ils concernent plutôt le mouvement et les idées libertaires comme tels (encore que l'idée de "redresser" une organisation défaillante ait été cent fois réfutée dans les faits et, de même, celle d'un rassemblement de forces, en dehors d'un changement radical dans le contexte social où ces forces voudraient agir).

Sur le troisième point, il y aurait en revanche beaucoup trop à dire. Car l'UGAC ouvre une foule de tiroirs sans se soucier de les remplir. Ainsi, l'idée marxiste qu'une révolution prolétarienne ne peut naître que dans un pays où il existe des masses de prolétaires industriels serait aujourd'hui infirmée par l'histoire. Et de fait, il y a plus que des apparences pour justifier un tel constat (c'était d'ailleurs déjà le cas il y a cent ans...). C'est pourquoi il faudrait soutenir les mouvements d'émancipation dans les pays sous-développés. Qu'un tel soutien ne puisse être au mieux que dérisoire par rapport aux besoins réels, et le plus généralement ne dépasse pas le domaine verbal, les faits pourtant ne manquent pas qui en témoignent. Et même s'il n'en était pas ainsi, le problème des pays développés resterait entier. "Il est de toute façon hors de doute, affirme l'UGAC (32), que la lutte révolutionnaire du pays colonisé affaiblit la bourgeoisie du pays colonisateur impérialiste". Mais justement, c'est très douteux. La bourgeoisie française a subi une série de défaites visibles en Indochine ou en Algérie; mais qui donc oserait dire qu'elle se porte plus mal? D'aucuns déplacent dans le temps les problèmes actuels et futurs du mouvement ouvrier et vont chercher la pierre philosophale dans les œuvres des utopistes, des penseurs diplômés par l'histoire ou (pourquoi pas) chez les Cathares; l'UGAC aurait plutôt tendance à les déplacer dans l'espace, en continuant de prendre les mots pour la réalité.

Ainsi l'UGAC, se fondant sur des citations hétéroclites, croit-elle pouvoir assurer que "nombre d'options anarchistes ont triomphé dans la société" (64). Ce serait surtout le cas en Yougoslavie et en Algérie. Mais, et pour cause, aucune démonstration ne vient étayer ces assertions. En ce qui concerne l'Algérie, par exemple, le dernier numéro de Noir et Rouge (n° 36 - décembre 66) montre - pièces en main et non paroles en l'air - que l'autogestion y est vide de tout contenu, un décor verbal qui ne cache même pas les sinistres réalités de l'exploitation.

Autre exemple de tiroir remué pour rien: "l'acte révolutionnaire, dit l'UGAC, ne peut logiquement qu'aboutir qu'à la mise en place d'une économie basée sur les besoins. Au départ, (ainsi que le définissait le FLN algérien) une forme de socialisme où les moyens de production appartiennent à la "société générale" et non plus à "une catégorie spécifique de la société". On cherchera en vain ce que ces termes éloquents signifient dans la réalité... sauf peut-être si on les rencontre sous la plume d'un théoricien russe ou chinois.

Face aux marxistes, effolés à l'idée des élections à gagner ou des municipalités à gérer, les penseurs anarchistes - souvent les meilleurs d'entre eux en tout cas - se sont attachés à définir le modèle d'un monde nouveau. Et c'est moins leur apport (contestable et périmé, selon nous) qui compte aujourd'hui que leur orientation: vers l'avenir, en essayant de rendre le mouvement prolétarien conscient de ses propres fins. A présent, il ne s'agit plus - semble-t-il - que de prendre ce qui vous plaît dans les discours de dirigeants étatiques momentanément saisis par la démagogie.

On pourrait multiplier ces réflexions ; mais pour leur donner la consistance voulue , il faudrait quelques cahiers comme celui ci . A défaut , nous nous contenterons de signaler cette brochure . Elle a le mérite de vouloir échapper aux dogmes traditionnels sauf , il est vrai , celui de l'action sonnambulique , sans portée réelle , ce dogme qui permet de croire qu'on fait quelque chose ... et d'éviter de réfléchir autrement qu'avec les béquilles que vous offrent les grands hérétiques du passé et les petits officiels du jour . Elle a aussi le mérite de percevoir que le monde a changé et qu'il faut tenter de le voir sous un angle également changé . Cela n'est ni simple , ni négligeable .

du JAPON (de Jiyu Rengo - Libre Fédération - journal mensuel anarchiste)

Nos camarades anarchistes pensent que toutes les formes de mouvement contre la guerre sont importantes ; ils préconisent d'agir surtout dans les usines de munitions ; ils ont lancé des appels aux ouvriers et ouvrières de ces usines et publient des lettres de ces derniers . Le 19 octobre , des jeunes anarchistes ont manifesté dans des usines de munitions . Ils ont réussi à détruire des caisses d'échantillons d'armes et les lignes téléphoniques . C'était un incident assez surprenant pour que la presse , la radio , la télévision en fassent des reportages . Le parti communiste cependant a déclaré n'y voir qu'une provocation . Quatre de nos jeunes camarades ont été arrêtés , puis détenus séparément dans quatre bureaux de police dans le but de les faire parler un à un . Trois ont gardé le silence ; le plus faible a avoué , mais peu de chose . Six nouveaux mandats d'arrêt ont été décernés .

Nous apprenons également par ce journal qu'une association : "La paix au Viet Nam association des groupes culturels japonais " s'est formée et a conclu un traité contre la guerre (avec une organisation américaine similaire . Le traité déclare que chaque individu a le droit de vivre en paix , que c'est là la chose la plus importante . Tout en saluant cette association américano japonaise , nos camarades anarchistes critiquent le fait que leur traité n'apporte aucune lumière sur l'association capitaliste américano-japonaise , et sa course scandaleuse au profit de guerre . Pour vivre en paix , ajoutent-ils , il faut qu'on ait le droit de vivre égaux et libres , sans exploitation de l'homme par l'homme .

en ESPAGNOL

ESPOIR CNT-Bourse du Travail - Place St Sernin - Toulouse - 31 -

RUTA (Jeunesses Libertaires - Ana Sierra - Apartado 9527 (Catia) Caracas Venezuela) décembre et janvier - Campagne de défense des camarades libertaires arrêtés à Madrid : Canete , Edo , Herrera , Rodriguez , Mir .

REGENERACION (F. A. M n° 97 - E. Castrejon - Apartado 9090 - Mexico - I (DF)

PRESENCIA Tribuna Libertaria - L. Pasamar , 24 rue Ste Marthe - Paris X - n°5

Dans son edito "Espagne à l'heure syndicale ?..." La société néo-capitaliste a besoin pour soutenir le nécessaire équilibre social , de disposer des forces économiques et politiques d'accord pour collaborer et harmoniser leurs intérêts . Le syndicalisme est sans discussion une de ces forces ; mais seulement s'il a une adhésion populaire ... " Ce rôle , le syndicalisme le joue à la perfection dans tous les pays capitalistes devant ou derrière le rideau de fer . Depuis les bureaucrates phalangistes jusqu'aux aspirants bureaucrates catholiques "ouvriers " , communistes , socialistes et quelques anciens anarchistes , tous font des efforts pour donner aux travailleurs un appareil syndical "libre " acceptable et reconnu comme valable par la société d'exploitation .

LA BATALLA (P O U M - 5 rue Aubriot - Paris IV) n° 157 - novembre 66

Mot d'ordre central : Assemblée Constituante

ACCION COMUNISTA - Revista marxista independiente . F. Lardinois - 13 rue du Geron - Liège - Belgique - assez près des positions "poumistes " mais plus centré sur l'étude et la discussion que sur l'agitation .

Note d'information n° 2 d'octobre 66 du Centro Informacion Libertaria Buenos Aires - Argentine .

suite des publications dans le prochain numéro (publications en langue française .

Ce que nous sommes, ce que nous voulons.

Le but de notre regroupement est de réunir des travailleurs qui n'ont plus confiance dans les organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis ou syndicats.

Les expériences que nous avons faites nous ont montré que les syndicats actuels sont des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Ils servent d'intermédiaires sur le marché du travail, et utilisent nos luttes pour des buts politiques et non pour les épauler et les coordonner.

C'est pourquoi nous pensons que c'est à nous-mêmes de défendre nos intérêts et de lutter pour notre émancipation. Mais nous savons que nous ne pouvons le faire d'une façon efficace en restant isolés. Aussi cherchons-nous à créer des liaisons effectives directes entre les travailleurs, syndiqués ou non, de différentes usines, entreprises ou bureaux. Ceci nous permet de nous informer mutuellement de ce qui se passe dans nos milieux de travail, de dénoncer les manœuvres syndicales, de discuter de nos revendications, de nous apporter une aide réciproque.

Cela nous mène, à travers les problèmes actuels, à mettre en cause le régime et à discuter les problèmes généraux, tels que la propriété capitaliste, la guerre, ou le racisme. Chacun expose librement son point de vue, et reste entièrement libre de l'action qu'il mène dans sa propre entreprise.

Dans les luttes nous intervenons pour que les mouvements soient unitaires, et pour cela, nous préconisons la mise sur pied de comités associant de façon active le plus grand nombre de travailleurs, nous préconisons des revendications non hiérarchisées, et non catégorielles, capables de faire l'unanimité des intéressés. Nous sommes pour tout ce qui peut élargir la lutte et contre tout ce qui tend à l'isoler. Nous considérons que ces luttes ne sont qu'une étape sur le chemin qui conduit vers la gestion des entreprises, et de la société, par les travailleurs eux-mêmes.

informations correspondance ouvrières

(Regroupement Inter Entreprise)

Correspondance : P. BLACHIER, 13 bis, Rue Labois-Rouillon - PARIS-19°

Abonnement : Un an - 12 numéros : 5 F.

Versements : I. C. O., c. c. p. 20.147.54 PARIS

RONEOTE à l'adresse ci-dessus

Le Directeur de Publication

P. BLACHIER